

## Table des matières

<b>SOMMAIRE</b> .....	<b>2</b>
<b>AXE 1 : Gouvernance Locale et Décentralisation.</b> ....	<b>2</b>
<b>AXE 2 : Animation conscientisant.</b> .....	<b>2</b>
<b>AXE 3 : Sécurité Economique.</b> .....	<b>3</b>
<b>AXE 4 : Accès aux services sociaux de base.</b> .....	<b>3</b>
<b>AXE 5 : Promotion de l'Equité Genre.</b> .....	<b>3</b>
<b>AXE 6 : Aide humanitaire.</b> .....	<b>4</b>
<b>AXE 7 : Appui Institutionnel.</b> .....	<b>4</b>
<b>I. ELEMENTS DU CONTEXTE</b> .....	<b>5</b>
<b>I.1. Contexte interne à l'organisation</b> .....	<b>5</b>
<b>I.2. Contexte Global</b> .....	<b>5</b>
<b>I.2.1 Eléments politiques et Sécuritaires</b> .....	<b>5</b>
<b>I.2.2 Sur le contexte Social</b> .....	<b>6</b>
<b>I.2.3. Contexte économique</b> .....	<b>6</b>
<b>I.2.4. Un contexte d'opportunités au développement</b> .....	<b>7</b>
<b>II. REALISATIONS</b> .....	<b>8</b>
<b>Axe 1 : Gouvernance Locale</b> .....	<b>8</b>
<b>II.1.1 Les élus collinaires deviennent des véritables acteurs à la base, ils tiennent des réunions et rendent compte à la communauté</b> .....	<b>8</b>
<b>II.1.2 La femme occupe une place de choix dans les instances de décision</b> .....	<b>9</b>
<b>II.1.3 Observation des élections</b> .....	<b>10</b>
<b>II.1.4 Les intervenants harmonisent leurs approches dans le sens du respect des principes démocratiques</b> .....	<b>13</b>
<b>AXE 2 : Animation conscientisation</b> .....	<b>20</b>
<b>AXE 3 : Sécurité Economique</b> .....	<b>22</b>
<b>AXE 4 : Accès aux services sociaux de base</b> .....	<b>37</b>
<b>AXE 5 : Promotion de l'Equité Genre</b> .....	<b>39</b>
<b>AXE 6 : Aide humanitaire</b> .....	<b>44</b>
<b>AXE 7 : Appui Institutionnel</b> .....	<b>44</b>
<b>III. CONCLUSION</b> .....	<b>46</b>
<b>IV. ANNEXES</b> .....	<b>47</b>
<b>IV.1.SUIVI DES RESULTATS DU CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME</b>	
<b>STRATEGIQUE 2009-2011</b> .....	<b>48</b>
<b>IV.2. PROGRAMME D'ACTIVITES 2011</b> .....	<b>61</b>
<b>IV.3. BUDGET Année 2011 Taux : 1 euros =1600 FBU</b> .....	<b>71</b>

## SOMMAIRE

La Planification Stratégique 2009 -2011 s'inspire du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) et des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMDs). Elle a été adoptée par l'Assemblée générale tenue au siège de l'OAP en date du 28 février 2009.

L'année 2010 constitue la deuxième année du Plan stratégique 2009 – 2011. Elle a correspondu à la période électorale, avec une concentration tous azimuts de presque tous les acteurs sur les différents scrutins.

Nos partenaires financiers sont restés à nos côtés et les organes de gestion de notre organisation s'approprient de plus en plus de l'organisation. *Trois commissions (Finance et Administration, Programmation, Appui Institutionnel)* ont été mises sur pied pour mieux responsabiliser les différents membres de l'organisation.

L'administration locale a été presque absente dans les activités de développement compte tenu des enjeux du moment et les communautés à la base ont été dispersées. Cependant, la réceptivité de nos partenaires de terrain (les associations, groupements, individus, communautés à la base) futurs porteurs de notre vision d'auto promotion, nous a encouragés et nous a régulièrement permis de rectifier nos messages grâce à leurs différentes suggestions.

Notre système de suivi évaluation nous a permis également d'ajuster régulièrement notre approche.

Tous ces facteurs réunis nous ont permis de conduire notre programme basé sur 7 axes interdépendants et de tendre vers nos résultats de la planification stratégique 2009-2011.

### **AXE 1 : Gouvernance Locale et Décentralisation.**

En travaillant sur cet axe l'OAP recherche des changements suivants :

- L'exercice réel du pouvoir par les acteurs politiques de la décentralisation ; élus locaux, collinaires et communaux.
- La promotion réelle de la femme agent de développement par excellence, dans la gestion du pouvoir local : élire et se faire élire.
- L'harmonisation des approches des différents intervenants dans le respect des principes démocratiques.

La notion de concertation dans la prise de décision, la légitimité des élus, la création des espaces de dialogue, le principe de redevabilité, les méfaits de la manipulation politique sur un développement durable, ont été au centre de nos différentes actions et les résultats sont assez promettant.

### **AXE 2 : Animation conscientisant.**

La vision de l'OAP est basée sur les principes de l'auto Promotion : Le Savoir, Le Pouvoir, L'Avoir et La Volonté. L'axe sur «L'Animation conscientisant » constitue la colonne vertébrale de notre programme. Nous cherchons une prise de conscience accrue des communautés de leurs droits fondamentaux et leurs obligations.

A travers cette démarche d'auto promotion nous voulons « provoquer doucement » un changement de la société, par l'acquisition des droits élémentaires. Et nous sommes de plus en plus convaincus que notre action concourt à l'éveil populaire qui se lit dans les comportements des populations dans la province de Bujumbura: leur manière de revendiquer, de vouloir reconstruire leur province, leur capacité de

diagnostiquer leurs intérêts immédiats et futurs à travers certains discours des intervenants, voire même des politiciens ....

### **AXE 3 : Sécurité Economique.**

La sécurité économique suppose,

- la sécurité alimentaire en qualité et en quantité,
- une bonne production qui nécessite les techniques et les moyens de production
- L'écoulement des produits à un « prix rémunérateur »

La province de Bujumbura rural qui vient à peine de sortir de la guerre est loin de répondre à ces 4 facteurs. Le rapport IPC 2009, place Bujumbura rural dans la phase II : Insécurité Alimentaire modérée/ élevée avec possibilité de basculer dans élevée. L'enquête CFSVA (Comprehensive Food Security Vulnerability Analysis) faite par le PAM en 2008 montre un taux de 50% de malnutrition dans la province. Ces éléments montrent qu'il y a beaucoup à faire. L'OAP voudrait avec des indicateurs précis, jeter les bases de cette sécurité, Le plus important étant de montrer aux communautés qu'ils peuvent s'en sortir.

### **AXE 4 : Accès aux services sociaux de base.**

L'évaluation externe du programme 2006 - 2008 dit ceci : « Les constructions d'infrastructures sociales représentent un succès très important pour l'OAP qui réussit une **mobilisation formidable des populations**, renforce ainsi leur confiance en elles et contribue à **réparer une injustice** envers les populations de Bujumbura rural.

Ces infrastructures représentent un besoin fondamental des populations. L'OAP initie également des comités de gestion qui pérennisent les ouvrages par des entretiens réguliers.

Si le choix de l'OAP de renforcer des structures reconnues par l'autorité est pertinent, les comités de gestion des infrastructures nécessitent un accompagnement sur le long terme pour développer des stratégies pérennes d'entretien et servir de levain au développement local.

Les associations des artisans ont également besoin d'un accompagnement supplémentaire dans la gestion des contrats, le respect des délais et l'obligation à la qualité.»

Ces paroles d'un évaluateur externe dit tout quant à l'objectif poursuivi et l'importance que l'OAP attache à cet axe.

Cependant, la qualité de l'enseignement qui d'une part passe par le désengorgement des classes, sans oublier d'autres facteurs aussi pertinents que sont la disponibilité du matériel didactique, des enseignants qualifiés et motivés préoccupe encore l'OAP.

### **AXE 5 : Promotion de l'Equité Genre**

Depuis longtemps, l'OAP tient compte de l'équité genre dans ses activités, mais l'évaluation de l'impact s'avérait difficile jusqu'en 2008. La création d'un axe spécifique nous permettra d'élaborer des outils de gestion des activités inhérentes au genre, de nommer un responsable et de renforcer ses capacités.

## **AXE 6 : Aide humanitaire**

Bien que la guerre soit terminée dans la province de Bujumbura rural, les activités humanitaires restent importantes. Des catastrophes humanitaires et des risques nécessitent encore des interventions rapides afin de permettre aux populations touchées de reprendre leur vie normale. L'équipe doit également renforcer ses capacités en matière de prévention et de gestion des catastrophes. Un plan de contingence spécifique à notre organisation a été élaboré et doit être régulièrement actualisé.

## **AXE 7 : Appui Institutionnel**

L'OAP doit prêcher par sa Cathédrale. Si nous parlons de l'auto promotion pour les associations partenaires à la base ; nous devons leur permettre de le voir et le vivre dans notre organisation. Les notions de « l'avoir, du pouvoir, du savoir et de vouloir » s'appliquent également à notre organisation si nous voulons nous pérenniser.

La structure O.A.P continue à se renforcer dans les axes suivants:

**SAVOIR** : Les Compétences des cadres doivent être régulièrement mises à jour pour permettre le renforcement de leurs capacités Opérationnelles.

**POUVOIR** : En tant qu'organisation sans but lucratif, régie par la loi Burundaise où elle tire sa légitimité, l'OAP a le pouvoir de mobiliser les communautés autour d'un idéal commun. Elle se sent renforcée par la crédibilité que lui reconnaissent la population de Bujumbura et l'administration.

**AVOIR** : Pour se pérenniser, l'OAP dispose des ressources humaines et matérielles qui lui permettent de mettre en exécution son programme. Elle aspire à un véritable partenariat qui ne lui sert pas d'écran mais qui lui permet de renforcer la visibilité de son action. Elle insiste également sur l'appropriation de l'action par ses partenaires à la base.

**VOULOIR** : L'engagement de l'OAP reste un acquis dans sa participation pour un monde de justice, d'égalités de chance, pour tous les enfants du pays.

**AGIR** : L'OAP a montré sa capacité d'action dans son milieu, de persuasion et d'influence lors de la prise de certaines décisions qui vont à l'encontre de ses valeurs, soit au sein de la société civile voire même au sein des pouvoirs publics. La capitalisation de son expérience peut provoquer des changements dans certaines asbl

L'organisation des ateliers d'échange avec les autres associations, la participation et l'adhésion aux forums de la société civile, l'accompagnement des stagiaires peuvent renforcer la visibilité de cette action.

## **I. ELEMENTS DU CONTEXTE.**

### **I.1. Contexte interne à l'organisation.**

L'OAP vient de passer sa 4<sup>ème</sup> année sous son statut juridique d'asbl. L'année 2010 correspond à une année de consolidation de l'organisation en tant qu'ASBL. Les organes sont déjà habitués et les membres s'investissent dans l'exécution des programmes.

Le rapport que nous présentons concerne la 2<sup>ème</sup> année du plan stratégique 2009 – 2011. Les résultats commencent à émerger avec des indicateurs bien précis. Les risques ont été maîtrisés. Les changements prévus dans l'institution sont déjà visibles.

Le rapport de l'IRC produit en avril 2010 sur : « L'EVALUATION DES CAPACITES ORGANISATIONNELLES ET INSTITUTIONNELLES DE L'OAP» relève des indicateurs de performance suivants :

- Une existence et la clarté de la vision, la mission, les buts et les plans pour les activités et un processus de Planification
- Une capacité technique justifiée par une aptitude à développer et mettre en œuvre des projets de qualité, le degré d'expertise
- Une capacité à collaborer avec la communauté, d'autres organisations, le gouvernement, les autorités et des efforts de faire un plaidoyer pour les bénéficiaires
- Une viabilité financière par la diversification des bailleurs
- Un système interne fiable caractérisé par l'existence des politiques, des procédures
- Une gouvernance qui favorise la participation des bénéficiaires

### **I.2. Contexte Global**

L'évaluation du CSLP I en octobre 2010 montre quelques avancées à tous les niveaux sur lesquels le Burundi peut fonder son espoir s'il arrive à maîtriser la situation de Gouvernance. Seulement comme le pays sort de la crise, Il est difficile de remarquer les changements surtout au niveau des pauvres. Le CSLP I avait quatre principaux objectifs : *gouvernance et sécurité, croissance durable et équitable, développement du capital humain et lutte contre le SIDA*. Le programme de l'OAP s'inscrivait dans ces axes et il a pu contribuer au niveau de la Province de Bujumbura rural comme cela est indiqué dans l'évaluation.

#### ***I.2.1 Eléments politiques et Sécuritaires :***

L'année 2010 a commencé avec un démarrage de la campagne électorale de manière ostentatoire pour le parti au pouvoir et timide pour les partis de l'opposition. Cette situation a empoisonné les rapports entre les partis politiques. C'est dans cette atmosphère de suspicion que l'OAP a démarré l'année 2010 dont le climat politique et sécuritaire est resté préoccupant. Le cadre légal de concertation entre les partis politiques mis en place, et accepté par tous n'a pas été opérationnel. Il a été marqué par des contradictions majeures. Les partis politiques de l'opposition ont vu leur espace d'expression se rétrécir à tous les niveaux.

Les actes de violences se sont accrus, l'opposition et le parti au pouvoir s'entraccusant de déstabilisation, de reconstitution des milices et de réarmement de la population.

Plus le scrutin électoral approchait, plus la violence gagnait le terrain surtout entre les jeunes des différents partis politiques et cela présageait une détérioration de la situation pendant les élections. Même si tous les quatre scrutins se sont déroulés sans aucun incident, les résultats des élections communales contestés par certains partis politiques de l'opposition ont faussé le jeu démocratique. Le parti présidentiel continuera tout seul les autres scrutins avec une victoire certaine mais avec une légitimité entachée.

Après les élections, le Burundi est caractérisé par des faits non rassurants

- Les leaders politiques qui sont en exil suite aux conflits électoraux
- Des violences et tueries observées un peu partout dans la province :
- Fuite du logis familial suite aux assassinats ciblés dans les collines
- Présence des groupes armés ; une insécurité croissante sur fond de rumeurs d'une nouvelle rébellion
- Rétrécissement de l'espace politique et répression des opposants politiques réels ou supposés
- Libertés bafouées : journalistes et membres de la société dans la ligne de mire du pouvoir

On observe ici et là des violations croissantes des droits de l'homme dans le pays, des cas d'arrestation et de détention arbitraires ainsi que de harcèlement des opposants et de leurs partisans. Les déclarations et les comportements observables des hommes politiques montrent bien que si rien n'est fait les contradictions au niveau politique provoqueront des attitudes favorables au risque potentiel de grave escalade dans la violence.

### **1.2.2 Sur le contexte Social**

- Les groupes marginalisés surtout les démobilisés sont démunis et risquent d'être manipulés par les politiciens durant cette période où des rumeurs de reprise de combats circulent partout.
- Les préoccupations socio politico économiques des rapatriés, des déplacés et des démobilisés quant à leurs conditions socioéconomiques déplorables, leur réintégration pacifique et participation active ne sont pas pris en compte dans la prise de décision

### **1.2.3. Contexte économique**

Une politique nationale qui ne favorise pas le secteur agricole (budget faible) : Les acteurs déconcentrés du secteur agricole (moniteurs agricoles, Agronome communal) ne sont pas équipés techniquement. Ils ne disposent pas de moyen de le travail.

Beaucoup de zones agricoles restent inaccessibles pour un écoulement des produits aisé par manque des pistes rurales.

La société civile continue à mener des campagnes nationales, afin de plaider pour une augmentation budgétaire en faveur de l'agriculture. Un ministre femme vient d'être nommé à la tête de ce ministère à la satisfaction des associations des femmes productrices.

#### ***1.2.4. Un contexte d'opportunités au développement.***

En voyant les résultats du CSLP, il se pointe à l'horizon une lueur d'espoir pour la croissance économique. Les éléments suivants confirment une volonté politique pour le développement du pays.

- La décision de gratuité des soins de santé aux enfants de moins de 5 ans et aux accouchements, visant, si elle est bien gérée, à une réduction considérable du taux de mortalité.
- La scolarisation au primaire gratuite.
- La volonté de monter le budget agricole jusqu' à 7 % en attendant les 10 des accords de Maputo.
- La Volonté politique de lutter contre la corruption selon les discours d'investiture du président de la république : « *Nous proclamons déjà la tolérance zéro à tous les coupables d'actes de corruption, de malversations économiques et d'autres infractions connexes. Que cela ne soit pas compris comme un simple slogan<sup>1</sup>.* »
- L'encouragement des bailleurs de fonds : "*le Burundi a besoin de prendre des mesures qui préviennent la corruption et d'en sanctionner les cas connus, afin d'envoyer un signal clair que la corruption ne sera pas tolérée dans ce pays<sup>2</sup>*".

Cependant et cela de manière globale le contexte sociopolitique, économique et sécuritaire de l'année 2011 laisse entrevoir des défis qui par ailleurs ne diffèrent pas de ceux de 2010.

Ces défis se résument en un seul mot : « LA GOUVERNANCE »

Pour qu'ils soient relevés, il est temps de mettre en place des mécanismes qui tracent les responsabilités de chacun afin de permettre l'implication de tout le monde dans la gestion de la chose publique. Les notions de responsabilité, de participation, de redevabilité, doivent être bien maîtrisées pour un développement durable. On ne peut pas parler du développement tant que cela reste une affaire de décision ministérielle sans la participation des communautés dans l'identification, conception, mise en oeuvre, et évaluation

---

<sup>1</sup> Discours du Président de la République lors de son investiture le 26 août 2010 op.cit.

<sup>2</sup> Déclaration de la vice-présidente de la Banque mondiale, région Afrique, Madame Obiageli Ezekwesili, lors de sa visite au Burundi le 6 novembre 2010.

## II. REALISATIONS

**Objectif global :** Contribution à l'amélioration des conditions socio-économiques et politiques de la population de la province de Bujumbura rural à travers l'accompagnement des communautés dans leur auto développement durable.

### **Axe 1 : Gouvernance Locale.**

L'axe de la Gouvernance locale poursuit un seul objectif. Il s'agit de renforcer les capacités des acteurs de la décentralisation en éveillant leur conscience et leur volonté pour une participation effective dans la gestion du pouvoir. L'accent est mis sur la participation citoyenne de la femme quant à son implication politique dans les instances de prise de décision.

Les changements poursuivis doivent être opérés sur 3 catégories des acteurs de la décentralisation : Les élus collinaires, les femmes et les différents intervenants

*II.1.1. Les élus collinaires deviennent des véritables acteurs à la base, ils tiennent des réunions et rendent compte à la communauté.*

En collaboration avec les autres membres de la société civile nous avons pu mener le lobbying sur les points suivants tels que nous l'avaient recommandés les élus collinaires en 2009

1. la Suppression des listes bloquées ;
2. la diminution du nombre des membres des conseillers communaux ;
3. L'élection de l'administrateur communal par la population ;
4. Le changement du code électoral ;
5. La lourdeur administrative dans l'enregistrement des enfants ;

Nous avons pu obtenir gain de cause sur les points 2, 4,5. Effectivement le nombre des conseillers communaux est passé de 25 à 15, certains articles du Code électoral ont changé, l'enregistrement des électeurs a été allégé en organisant des enregistrements et la remise des cartes d'identité à partir des collines. Les points 1 et 2 faisant parti de la constitution ont été difficiles à réussir. Nous allons continuer à mener un plaidoyer afin de faire changer les causes du dysfonctionnement des conseils collinaires tels que :

- la politisation des espaces des dialogues entre les élus et les communautés à la base
- le non respect de la loi communale par les autorités administratives ;
- le manque de rencontre avec l'administrateur communal ;
- la méconnaissance des textes de loi .
- l'administrateur ne rend jamais compte aux élus collinaires.
- une prime insuffisante et irrégulière pour le chef de zone et inexistante pour les autres
- manque d'un petit budget de fonctionnement pour le conseil collinaire.
- manque d'espace de dialogue entre les élus collinaires, les élus communaux et l'administrateur.



### II.1.2. La femme occupe une place de choix dans les instances de décision

Pour atteindre ce résultat, l'OAP a organisé des séances de sensibilisation sur le thème : « Femme Paysanne : Pilier du Développement Elis et fais toi Elire »

Du 15 au 16 mars les animateurs volontaires de l'OAP ont suivi une formation sur « La Part de la femme dans les élections de 2010 » Il leur a été demandé d'intégrer ce thème dans leurs séances d'animation de l'année.

Le 23 mars une centaine des femmes de la commune Kanyosha ont participé à une séance de sensibilisation animée par des témoignages des femmes de la commune élues en 2005, des femmes rwandaises et un groupe des Sénateurs Belges. Ces femmes ont découvert les changements socio économiques qui s'opèrent là où les femmes occupent les premières places.

Toutes ces séances ont opéré des changements notoires dans les résultats électoraux.

Le taux de représentation passe :

- De 15 % à 29.5 % dans les collinaires
- De 17 % à 28% dans les communales
- De 0 à 3 administrateurs communaux sur 11 :

Ceci a été également rendu possible par la volonté politique qui reconnaît l'importance de la femme dans les instances de prise de décision, des séances de lobbying avaient été menées auprès des chefs des partis politiques afin que les femmes soient placées en position utile

Tableau 2 : Synthèse des résultats électoraux : participation de la femme

Conseil communal				Conseil collinaire			
COMMUNE	Nbre F	Nbre H	% F/COM.	Nbre Col	Nbre F	Nbre H	% F/COL.
Isale	4	11	<b>27</b>	12	19	41	<b>32</b>
Mukike	3	12	<b>20</b>	6	6	24	<b>20</b>
Kanyosha	3	12	<b>20</b>	22	45	65	<b>41</b>
Mubimbi	5	10	<b>34</b>	15	26	49	<b>35</b>
Bugarama	3	12	<b>20</b>	14	19	51	<b>27,5</b>
Kabezi	5	10	<b>34</b>	6	6	24	<b>20</b>
Muhuta	6	9	<b>40</b>	16	17	63	<b>21,5</b>
Mutimbuzi	3	12	<b>20</b>	26	37	93	<b>28,5</b>
Mugongo Manga	5	10	<b>34</b>	12	17	43	<b>25,5</b>
Mutambu	5	10	<b>34</b>	11	15	40	<b>27,5</b>
<b>Total de 10 Com.</b>	<b>42</b>	<b>108</b>		<b>140</b>	<b>207</b>	<b>493</b>	
<b>Moyenne</b>	<b>28%</b>	<b>72%</b>			<b>29,5%</b>	<b>70,5%</b>	

### II.1.3. Observation des élections

L'année 2010 a mis l'accent sur la formation sur le processus d'accéder au pouvoir par les élections, le code électoral, la résolution des conflits post électoraux. La COSOME a organisé une formation des observateurs au niveau national et deux cadres de l'OAP y ont participé.

A leur tour ces deux cadres ont formé 192 candidats observateurs dont 71 femmes soit 37%. Ceux-ci se sont déployés dans les 11 communes.



L'OAP a participé à l'observation des élections dans sa zone d'action pour trois raisons principales :

- Faire le suivi de la participation de la femme dans sa devise de « **Femme rurale, élis et fais toi élire** »
- Se rassurer de la légitimité des élus locaux futurs partenaires du programme « Bonne Gouvernance et décentralisation 2011-2013 »
- Faire l'observation dans les coins les plus reculés de la province non fréquentés par d'autres partenaires car inaccessibles par véhicule

Nous avons pu observer à trois scrutins, communales, présidentielles et collinaires avec une participation massive des femmes.



Les 138 observateurs retenus et envoyés aux différents bureaux de vote de la Province de Bujumbura rural par OAP asbl avaient tous des téléphones mobiles pour pouvoir communiquer à tout moment avec le bureau de l'OAP asbl, soit par SMS, soit par des appels.



La supervision de ces observateurs était assurée par 5 membres de l'équipe OAP asbl disposant d'un véhicule et de 4 motos pour pouvoir se déplacer aisément d'un bureau de vote à l'autre à travers les 10 communes de la Province concernées par notre observation.

En plus des observateurs et des superviseurs, 7 membres de l'équipe OAP asbl étaient basés au siège de l'OAPasbl pour coordonner et centraliser les messages et les informations. Les informations réceptionnées étaient saisies et celles nécessitant une réaction urgente étaient envoyées aux membres de la CEPI, des CECI et de l'administration communale pour une éventuelle résolution rapide des problèmes posés.



Tableau. Les bureaux de vote observés

Communes	Bureaux de vote prévus	Nombre de bureaux de vote observés
1. Bugarama	26	15
2. Isare	62	9
3. Kabezi	39	19
4. Kanyosha	59	18
5. Mubimbi	35	17
6. Mugongomanga	24	14
7. Mukike	22	9
8. Muhuta	47	0
9. Mutambu	34	8
10. Mutimbuzi	63	17
11. Nyabiraba	35	12
<b>11</b>	<b>446</b>	<b>138 soit 31%</b>

Un rapport de chaque scrutin a été élaboré et envoyé à la CENI. Des recommandations ont été données pour une amélioration future du processus électoral. Il s'agit essentiellement de :

**De l'organisation**

- Disponibiliser le matériel essentiel électoral à temps :
- Mettre en place une stratégie de pourvoir rapidement les bulletins manquants aux bureaux de vote en cas de besoin, sinon il est souhaitable que ces derniers soient disponibles bien avant.

- Prendre en charge les mandataires politiques conformément au code électoral

### ***De la formation et éducation civique des acteurs à tous les niveaux***

- Informer et sensibiliser la population sur le déroulement de vote longtemps à l'avance pour que les votants maîtrisent la procédure électorale.
- Former les mandataires politiques sur leur rôle et le code de conduite à suivre.
- Recruter le personnel des bureaux de vote capables (un certain niveau de formation) et prévoir un temps suffisant pour le renforcement de leurs capacités dans la maîtrise des procédures électorales.

### ***Du respect du code électoral***

Le code électoral n'a pas été respecté sur plusieurs lignes, à cet égard il faudra dans l'avenir :

- Respecter scrupuleusement la durée de la campagne
- Faire en sorte que les consciences des électeurs ne soient pas achetées
- Respecter le vote par procuration en exigeant la carte d'identité du mandant
- Respecter le processus de dépouillement
- Commencer le vote lorsqu'on est sûr que les bulletins sont suffisants

### ***Du niveau de la logistique***

- Améliorer le système d'éclairage : prévoir des lampes tempêtes en quantité suffisante pouvant éclairer suffisamment la pièce
- Réaménager les isoaloirs pour garantir un vote secret

### ***De la conduite des organisations de la société civile***

- S'informer sérieusement sur le profil et tendance des observateurs à envoyer sur terrain afin de s'assurer qu'ils ne sont pas des membres actifs des partis politiques.
- Se concerter avant de faire une déclaration, surtout lorsqu'on travaille en coalition

### ***Quelques photos des élections***



***Mauvaise disposition des isoaloirs au vue des électeurs***



***Mauvaise disposition des urnes***



#### *1.4. Les intervenants harmonisent leurs approches dans le sens du respect des principes démocratiques.*

Avec la cessation des hostilités dans la province de Bujumbura, beaucoup d'intervenants arrivent dans cette zone. Cette arrivée a des avantages et des inconvénients. L'OAP a pris l'initiative de réunir ces intervenants pour harmoniser les approches

Au cours de l'exercice 2009, nous avons pu recenser les inconvénients d'une multitude d'intervenants dans une même zone d'intervenants. Nous avons promis d'y apporter des solutions en 2010. Toute l'attention a été portée sur les élections et nous n'avons pas pu mobiliser les différents acteurs surtout les administratifs. Nous allons nous y atteler encore en 2011, surtout en faisant le lobbying auprès de nouvelles autorités afin qu'elles prennent la question en main.

Après ce rapport, nous constatons que les activités de la Bonne Gouvernance ont été réalisées à 99% avec des résultats escomptés. Seule la mise sur pied d'un comité de pilotage n'a pas eu lieu pour des raisons précitées

#### *1.5. Consolidation de la Paix et développement communautaire*

La province de Bujumbura rural fait face aux défis de pouvoir intégrer les ressortissants rapatriés, les déplacés intérieurs et les ex-combattants. Les conflits fonciers sont courants, l'exclusion dans la participation active, la stigmatisation, l'insatisfaction des démobilisés, la pauvreté ....., tout cela constitue un problème social dans cette province.

Les communes Mutimbuzi et Kanyosha ont été identifiées pour servir de pilote dans ce domaine à travers un projet exécuté en partenariat avec l'IRC avec l'appui de USAID.

Le projet de consolidation de la paix vise à catalyser la réintégration pacifique des groupes marginalisés dont les rapatriés, les déplacés et les ex-combattants. En usant les principes d'auto promotion et l'approche communautaire, à travers ses activités, OAP asbl favorise le changement et l'atténuation des conflits et l'implication des groupes marginalisés dans le processus de développement communautaire.

En collaboration avec l'administration locale, OAP organise des activités culturelles, artistiques et civiques qui encouragent l'émergence des capacités des groupes marginalisés, la réconciliation et la cohabitation pacifique de toutes les composantes de la population de ces deux communes. Ces événements culturels contribuent à stimuler les groupes marginalisés à la participation active au développement communautaire à travers les messages de paix qui atténuent les tensions tout en encourageant le dialogue, la résolution pacifique des conflits.

Dans ce projet, l'OAP travaille sur un seul objectif spécifique : « Réintégration pacifique des rapatriés, des personnes déplacées et des ex-combattants catalysés par leur engagement actif dans le processus de développement. »

Il vise deux résultats:

1. **Les organisations à base communautaire mobilisent les rapatriés, les personnes déplacées, les ex-combattants pour leur participation active**
2. **Des événements de réconciliation communautaire qui permettent l'interaction de groupes marginalisés et des communautés hôtes sont organisés.**

Pour atteindre le résultat 1, l'OAP a travaillé d'abord avec les organes de prise de décision à la base : les Comités de Développement Collinaire (CDCs) afin de discuter sur les stratégies de renforcer l'intégration et la participation des groupes marginalisés dans les instances de prises de décision. Des réunions de sensibilisation avec les 51 (31 hommes et 20 femmes) membres des CDCs dans les commune Kanyosha et Mutimbuzi ont permis de formuler des stratégies pour l'implication des CDCs à renforcer la participation des groupes marginalisés.



**Les CDCs sont sensibilisés à favoriser la participation des groupes marginalisés**

Les stratégies suivantes ont été définies par les participants :

Rapatriés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- accueil et intégration dans la communauté locale ;</li> <li>- partage, cession ou emprunt des terres cultivables selon les cas d'espèces ;</li> <li>- appui au mouvement associatif pour avoir une vision commune ou encouragement des associations déjà existantes.</li> </ul>
Déplacés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- soutien au retour volontaire dans leurs anciennes parcelles ;</li> <li>- soutien au retour dans la communauté d'origine ;</li> <li>- respect de leurs biens ;</li> <li>- réconciliation et consolidation de la paix avec la population hôte.</li> </ul>
Ex-combattants	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Revalorisation, la considération et l'estimation de ce groupe marginalisé</li> <li>-Facilitation de la réintégration dans la communauté d'origine</li> <li>-Encouragement vers les mouvements associatifs</li> </ul>

Les préoccupations par rapport au contexte socio politico économique des différents groupes marginalisés y compris la population hôte ont été identifiées. Des réunions avec 34 représentants des groupes marginalisés dont 23 hommes et 11 femmes dans les communes de Kanyosha et Mutimbuzi ont permis d'analyser leurs préoccupations dans le contexte socio politico économique. Beaucoup de préoccupations ont été soulignées dont:

	<b>Rapatriés</b>	<b>Déplacés intérieurs</b>	<b>Ex combattants</b>
<b>Préoccupations sociales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque d'habitation adéquate pour ceux qui ne sont pas dans les villages de paix</li> <li>- Accès difficile aux soins de santé et à la terre</li> <li>- Stigmatisation à cause des conflits fonciers</li> <li>- Développement des stéréotypes de réfugiés alors qu'ils sont rapatriés</li> <li>- Manque d'aide alimentaire pour les sans repères (villages de paix)</li> <li>- Intégration faible des rapatriés dans les villages de paix</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mauvais traitement dans le milieu d'origine et dans le nouveau milieu d'accueil</li> <li>- Conflits fonciers</li> <li>- Terrorisme sur les problèmes fonciers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mésentente provoquée par l'inégalité lors de la démobilisation des différents groupes des ex-combattants</li> <li>- Mauvais accueil et tensions perpétuelles avec la population d'accueil</li> <li>- Conflits d'intérêts liés au pouvoir économique</li> <li>- -Manque de formation adéquate pour la cohabitation pacifique dans la communauté</li> </ul>
<b>Préoccupations économiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de formation et d'appui pour l'autopromotion économique surtout dans les domaines d'agriculture et de l'élevage</li> <li>- Manque de capitaux pour initier les activités génératrices de revenus</li> <li>- Chômage pour les rapatriés diplômés</li> <li>- Non réintégration à la fonction publique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque d'appui pour le développement économique</li> <li>- Manque du travail</li> <li>- Destruction méchante de leurs champs et autres biens</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de travail</li> <li>- Manque d'appui pour leur développement économique</li> <li>- Non accès au crédit par manque de confiance de différentes agences de crédit</li> <li>- Perte de leurs biens et services pendant leur absence dans la communauté</li> </ul>

<b>Préoccupations politiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Corruption pour avoir tel ou tel service alors qu'ils sont démunis</li> <li>- Accès difficile aux documents administratifs (parcelle, extraits d'acte de naissance...)</li> <li>- Traitements inhumains et dégradants par la population sans secours de l'administration (Accusé de féticheurs à cause des conflits fonciers)</li> <li>- Exclusion dans les différents comités de prise de décision et politisation des comités</li> <li>- Non accès aux services sociaux suivant l'appartenance politique</li> <li>- Manque d'empathie de l'administration dans la gestion de leurs problèmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exclusion dans la vie politique quand bien même on serait capable</li> <li>- Mauvais traitement par l'administration</li> <li>- Injustice sociale</li> <li>- Exclusion dans les affaires de la vie communautaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exclusion ou excès de zèle dans la vie politique</li> <li>- Tensions entre les jeunes des différents partis politiques</li> <li>- Manque de cohésion selon les appartenances politiques</li> </ul>
----------------------------------	--	--	---



Des réunions de sensibilisation des représentants des groupes marginalisés pour une participation active aux cadres de prise de décision communautaire ; 13 femmes et 19 hommes ont été sensibilisés sur certaines dispositions légales



sur les droits et les devoirs des citoyens. Certains articles de la constitution leur ont été expliqués afin qu'ils comprennent la source de leur légitimité et qu'ils saisissent leurs droits et leurs devoirs.

Echanges des participants sur les stratégies de participer activement dans la prise de décision communautaire

### **Droits d'un citoyen :**

- La participation à la vie sociale, économique et politique sans distinction de sa race, sa langue, son sexe, ou son origine ethnique, sa situation sociale, son handicap physique.... **(Art 13, 21,22)**
- Droits à la vie, de vivre en paix, en sécurité, en harmonie avec les autres dans sa dignité et en tolérant leurs différences **(Art 14 et 25)**
- Droits à la liberté d'expression, de pensée de conscience et d'opinion, d'association, **(Art 31 et 32)**
- Droits à élire et à se faire élire **(Art 86 de la Const. et Art 2,4 du code électoral)**

### **Devoirs d'un citoyen** (en référence à la Constitution)

- Respect des compatriotes, considération de son semblable et promouvoir la tolérance **(Art 62. et 67)**
- Le respect des lois et les institutions ainsi que les biens publics **(Art 65 et 69)**
- Sauvegarder la paix, l'unité, la démocratie et la justice sociale et promouvoir le développement du pays **(Art 72, 73,74)**

Après avoir pris connaissance de ces articles sur les droits et les devoirs des citoyens, les participants ont défini ensemble les stratégies pour participer aux cadres de décision.

Par rapport au résultat 2, des séances de sensibilisation des groupes marginalisés et la population hôte sur l'importance de s'associer dans les communes de Mutimbuzi et Kanyosha ont été organisées. La sensibilisation était centrée sur les avantages du mouvement associatif, le mode du fonctionnement des associations en précisant les organes d'une association, le mode de fonctionnement et la gestion d'une association, les documents nécessaires.



Réunions de sensibilisation sur l'importance des associations à Rukaramu

A l'instar de ces réunions, les participants ont pris la décision d'initier les associations dans leur milieu de vie. Deux associations sont nées dans les communes de Kanyosha et Mutimbuzi.

107 représentants des groupes marginalisés et de la population hôte ont été formés sur les méthodes de résolution des conflits.



Après la formation, les participants ont défini des actions à mettre en œuvre pour la consolidation de la paix dont :

- Se respecter mutuellement et accepter les conseils interindividuels indépendamment des appartenances politiques
- User de l'empathie et de la tolérance

Le formateur explique les différentes phases du conflit

- Se garder de véhiculer les stéréotypes, les clichés source de violence cyclique
- Vulgariser la sensibilisation et enseignements de consolidation de la paix
  - Etre solidaires, prévenir et résoudre pacifiquement les conflits
  - Prendre le risque de demander et de donner le pardon
  - Ne pas s'impliquer dans les arrestations arbitraires, les menaces des personnes innocentes par simple raison d'appartenir dans telle ou telle famille politique
  - L'implication des administratifs locaux dans la protection de leurs habitants
  - Combattre le terrorisme et les rumeurs source de la peur, garder la sérénité sociale et l'entraide mutuelle
  - Se débarrasser des enseignements divisionnistes des politiciens et rester solidaires dans la communauté
  - Combattre l'ignorance la pauvreté
  - Créer des associations apolitiques d'unité de tous les groupes antagonistes et acquérir l'esprit de développement et d'entraide

Un cadre d'échanges composé de toutes les catégories des groupes marginalisés, les leaders communautaires et les administratifs à la base est créé.



Les représentants des groupes marginalisés réunis au sein des comités de paix à Kanyosha et à Mutimbuzi collaborent avec l'administration locale pour lancer des messages de paix, sensibilisation à la cohabitation pacifique.

Ils contribuent actuellement dans les activités suivantes :

- Défense des droits des groupes marginalisés
- Sensibilisation à la cohabitation pacifique
- Résolution pacifique des conflits
- Sensibilisation à la vie associative
- Assistance des personnes nécessiteuses
- Plaidoyer en faveur des groupes marginalisés pour leur participation active à la vie communautaire...
- Initiation des activités culturelles de rapprochement communautaire

Des événements de réconciliation communautaire illustrés par une participation des rapatriés, des personnes déplacées, des ex-combattants et la communauté hôte sont organisés dans le cadre de rapprochement communautaire.

13 différents groupes des marginalisés comptant 245 ont préparé et participé à ces événements et plus de 1000 personnes ont été sensibilisées sur la cohabitation pacifique.



Les activités ont été réalisées pour toutes les catégories marginalisées.



culturelles, sportives ont facilité la réintégration de des personnes

Les jeux, les activités culturelles sont des activités de réconciliation par excellence. A la fin des matchs un des joueurs a déclaré : Izi nkino ni zo gushigikira. Hari aba jeunes bahora binuba abandi ariko twakinanye hamwe naho twagiranye entrainema akanya gato. Ni nakaryo abantu baronka bakaruhurira umutwe

Ce qui veut dire « Les jeux sont à encourager. Il y avait des jeunes qui se méfiaient des autres mais on a joué ensemble même si le temps d'entraînement était court. C'est aussi une occasion pour des personnes de se détendre.

C'est à travers ces activités que les discours des autorités administratives et de la Secrétaire Exécutive de l'OAP sont adressés à la population les incitant à la cohabitation pacifique et à s'atteler aux activités de développement.

En conclusion, le projet de consolidation de la paix contribue à la sensibilisation de prise de décision communautaire, de gérer pacifiquement les conflits et de rapprocher les membres de la communauté à travers les activités sportives et culturelles.

## **AXE 2 : Animation conscientisation**

L'animation conscientisant constitue la colonne vertébrale de toutes les interventions de l'organisation. C'est grâce aux deux aspects de cet axe que nous continuons à véhiculer nos messages d'auto promotion et d'appropriation des actions de développement communautaire. A travers des séances de sensibilisation à l'implication communautaire dans la gestion des interventions d'intérêt public et le travail continu des animateurs volontaires, des infrastructures et initiatives entreprises sont pérennisés et des associations ou des individus émergent comme des leaders communautaires. Le programme d'OAP puise dans cette pépinière des partenaires en développement.

Ainsi, conformément au programme stratégique 2009-2011 et le programme annuel 2010, 408 séances de conscientisation/formation auxquelles ont participé 1.580 membres des associations dont 72% sont des femmes ont été organisées en 2010. Faisant suite à celles réalisées au cours des années précédentes dans le cadre de la nouvelle stratégie de promotion du mouvement associatif solide, le travail d'animation/formation a contribué à l'émergence et l'évolution progressive de 28 associations vers de structures ayant un degré d'organisation et de gestion relativement élevé. Ces dernières disposent des statuts et ROI, remplissent régulièrement leurs livres de caisse et de banque et d'autres outils de gestion comme les fiches de gestion etc. Un réseau d'associations de producteurs de pomme de terre est aussi en cours de structuration.

Au niveau de la sensibilisation pour l'implication communautaire, 454 personnes ont participé aux 3 réunions de sensibilisation sur la participation et la répartition des tâches pour l'aménagement de l'adduction d'eau potable en commune Muhuta (Bambo-Rugomero) animées par les responsables administratifs en collaboration avec les responsables de la régie communale de l'eau, tous préalablement sensibilisés et formés par l'OAP au cours d'un atelier organisé à son siège.

Dans le cadre de la promotion de l'hygiène et assainissement, 64 membres des comités de gestion des EP Butega et Nyabunyegeri dont 31 hommes et 33 femmes ont participé aux 3 séances d'animation sur cette thématique en 2010.



## Synthèse des réalisations de la composante animation/conscientisation

Thématiques de formation/conscientisation	Séances animées	Participants/séances		Total	Indicateurs de changement et/ou réaction des associations animées
		Hommes	Femmes		
Techniques et procédures d'élaboration de projet	408	2353	6042	8395	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 28 associations ont déjà atteint un degré d'organisation et de gestion relativement avancé. Ces dernières disposent des statuts et ROI, remplissent régulièrement leur livre de caisse et de banque et d'autres outils de gestion comme les tableaux d'amortissement.</li> <li>- Les dites associations sont capables d'élaborer des projets d'autopromotion, et les membres exécutent de microprojets soit agricoles, commerciaux ou autres, sans la mise en pratique des techniques agrosylvopastorales améliorées.</li> </ul>
Hygiène, assainissement et mise en place des clubs d'hygiène dans les écoles construites par OAP asbl	3	31	33	64	<p>Pendant des heures convenues avec les responsables des écoles animées (Butega en commune Mubimbi, Kirundo en commune Bugarama et Nyabunyegeri en commune Mutimbuzi), les directeurs des écoles, les enseignants, les membres des comités des parents et les représentants des écoliers ont participé dans les séances de sensibilisation-formation.</p> <p>Le travail de mise en place des clubs d'hygiène est en cours.</p>
Sensibilisation des populations bénéficiaires pour leur participation et appropriation des infrastructures mises en place	1	-	-	10	Les administratifs et les membres de la régie communale participant à l'atelier se sont engagés à organiser des réunions d'information et de sensibilisation de la population
	3	-	-	454	Les populations bénéficiaires ont démontré la pertinence du projet et se sont engagées à s'impliquer dans sa mise en œuvre.



### **AXE 3 : Sécurité Economique.**

Pour participer à la réduction de l'insécurité alimentaire dans le monde rural durant les trois années de son programme stratégique, l'OAP se concentre sur 4 changements : « l'adoption des techniques améliorées par les agriculteurs, l'accès des producteurs aux moyens de production, l'application des techniques conservatoires des sols et l'écoulement de la production à un prix rémunérateur ». Ces changements s'avèrent difficiles à réaliser à court terme étant donné que nous avons à faire à des habitudes transmises de génération en génération et des attitudes sociales ancrées dans les coutumes. L'approche « projets de développement agricole » fondée sur les promesses d'appuis et non sur la prise de conscience de la problématique agricole a tourné l'attention des producteurs vers la recherche des intérêts et les avantages immédiats liés à l'adoption des innovations.

A cet égard, la volonté d'y adhérer est allée en diminuant, compte tenu, des approches qui tiennent plus compte du donateur que des populations bénéficiaires et se soucient plus du taux d'exécution budgétaire que du taux d'appropriation. La spécificité de la province de Bujumbura rural qui sort de la guerre, où les populations très affectées ont la volonté de produire rapidement et subvenir à leurs besoins.

Face à ce contexte, et dans un souci de promouvoir progressivement les changements visés, l'OAP a adopté une stratégie de conscientisation et de création de groupes de rayonnement, où les membres des associations agricoles et les agriculteurs bénéficiaires des appuis du programme s'engagent à sensibiliser et à encadrer les voisins. Ainsi, des méthodes participatives et démonstratives sont utilisées à travers des séances de formation pratiques, d'ateliers et de voyages d'échange d'expériences en vue de renforcer les capacités des producteurs et de stimuler l'adoption des techniques agricoles adaptées. Il s'agit d'un travail de longue haleine, qui à moyen et long terme produira certes des fruits. Aujourd'hui, après deux ans et demi d'appui et d'accompagnement des agriculteurs, nous observons l'amélioration de la fertilité et par conséquent l'accroissement de la productivité des sols dans plus de 50 % des exploitations des agriculteurs qui ont adopté les techniques agricoles et conservatoires des sols adaptées. Ces cas stimulent les agriculteurs voisins qui constatent de leurs propres yeux les effets induits par l'intégration des techniques agricoles améliorées dans leurs systèmes d'exploitation.

**Résultat 1** : Les producteurs adoptent des techniques agricoles améliorées.

866 membres des associations et des groupes de rayonnement ont pu se rendre compte de l'importance des techniques agricoles adaptées et les adoptent progressivement en vue d'augmenter leur production de façon durable.

En réaction à la question de disponibilité de Terres agricoles qui se pose avec acuité au niveau des associations, 20% d'entre elles se sont efforcées à acquérir des terrains propres, ceci témoigne l'intérêt au changement.

Des associations comprennent également que l'agriculture à elle seule ne peut pas aider dans la lutte contre la pauvreté. Elles adoptent d'autres moyens de production tels que des unités de transformation et activités commerciales. Ainsi 4 moulins ont été donnés aux associations.

En adoptant les techniques de production adaptées : semences améliorées,



fumure...la récolte devient satisfaisante et plus rapide. La photo montre un paysan qui a planté son bananier le 10 avril 2010, et sa première récolte a eu lieu le 25 décembre 2010 soit 7 mois contrairement à 18 mois habituels. L'adoption des compostes comme seul engrais a permis à ce paysan d'arriver à ce résultat.

Dans le souci d'étendre et de consolider les changements déjà amorcés dans le domaine de pratiques agricoles adaptées, le travail de suivi et de renforcement des capacités des producteurs à travers des séances de formation et des visites d'échange



d'expériences entre eux s'est poursuivi au cours de l'année 2010.



**Résultat 2** : Les producteurs accèdent aux moyens de production.

Dans le souci de promouvoir l'agriculture paysanne, l'OAP asbl facilite l'accès des producteurs aux moyens de production : intrants agropastoraux, matériels de production (composts, semences, engrais, produits phytosanitaires, bétails, ...) et crédits. Au cours de l'année 2010, l'OAPasbl a mis à disposition des associations et



des agriculteurs  
animateurs 25  
génisses et 350  
caprins et autres  
intrants et  
équipements de  
production.



Elle a également poursuivi l'accompagnement et l'appui des multiplicateurs de semences pour renforcer le rayonnement agricole dans sa zone d'action et dans le



pays. Deux hangars de stockage des produits agricoles ont été construits pour faciliter le travail des producteurs.



Tableau 2.1. Appui aux multiplicateurs de semences vivrières

Types intrants Multipl.semences	Catég. bénéf. d'intrants	Muhuta (bén.)	Nyabiraba (bén.)	Kanyosha (bén.)	Kabezi (bén.)	Mubimbi (bén.)	Mugongomanga (bén.)	Bugarama ( bén.)	Mutam bu (bén.)	Mukike (bén.)	Mutimbuzi (bén.)	Isare (bén.)	Total Bénéf.
Haricot ( Qté distri. 160 kg)	Agri/an	1	5	2	1	2	0	1	2	0	0	1	15
	Assoc.	2	2	1	2	2	0	1	2	0	3	2	17
Maïs (Qté distri. 150 kg)	Agri/an	0	3	0	0	1	0	2	2	1	0	2	11
	Assoc.	0	1	0	0	0	0	2	2	1	2	2	10
Pomme de terre (Qté distri. 2.000 kg)	Agri/an	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	2
	Assoc.	0	0	0	0	0	3	0	0	2	0	0	5
Manioc ( Qté distri.270.000 boutures)	Agri/an	1	4	3	1	0	0	2	1	0	0	0	12
	Assoc.	2	3	3	1	4	0	1	3	0	1	4	22
Produits phytosanitaires													
Dithane(Qté distri. 10 kg)	Agri/an	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
	Assoc.	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	2
Dursban (Qté distri. 0,635 l )	Agri/an	1	3	0	0	0	0	3	2	1	0	2	12
	Assoc.	0	1	0	0	0	0	3	2	1	0	2	9
Les engrais													
KCl (Qté distri. 100kg)	Agri/an	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1
	Assoc.	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	2
Urée (Qté dis.50kg)	Agri/an	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
	Assoc.	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	2
DAP (Qté. 850 kg)	Agri/an	1	5	2	1	2	0	3	2	2	0	2	20
	Assoc.	2	2	1	2	2	0	3	2	2	2	2	20
Cultures maraîchères													
Cultures maraîchères	Agri/an	2	6	5	4	2	2	4	2	3	0	3	33
	Assoc.	2	5	4	2	3	3	4	3	3	3	3	35
Compostières													
	Agri/an	2	6	5	4	2	2	4	2	3	0	3	33
	Assoc.	2	5	4	2	3	3	4	3	3	1	3	33

Le processus de mis en place des réseaux de producteurs de pomme de terre et de légumes est en cours et les réunions de validation des statuts et règlement d'ordre intérieur (ROI) auront lieu respectivement le 13 janvier et 10 février 2011.



Semences de pomme de terre en phase de haricot



Un champ de multiplication de semence de Prégermination dans le hangar

Tableau 2.2. Les semences maraîchères mises à disposition des agriculteurs

Communes	Semences maraîchères mises à disposition (en g)	Nombre de bénéficiaires
Muhuta	355	48
Nyabiraba	965	114
Kanyosha	450	66
Kabezi	385	78
Mubimbi	1.035	53
Mugongomanga	170	27
Bugarama	970	65
Mutambu	750	58
Mukike	690	61
Mutimbuzi	225	39
Isare	1.580	83
<b>Total</b>	<b>7.575</b>	<b>692</b>

Les associations des producteurs partenaires reçoivent les semences qu'elles distribuent par la suite aux membres qui en ont besoin.



**L'évaluation du programme faite par les agriculteurs eux-mêmes souligne ce qui suit :**

***Les succès du programme***

- Les changements dans les pratiques agricoles qui s'observent dans pas mal d'exploitations,
- L'augmentation de la production dans les ménages qui appliquent les techniques agropastorales adaptées (protection, restauration de la fertilité des sols, rotation et séparation des cultures,..),
- L'augmentation progressive du fumier suite aux animaux mis à disposition et les pratiques de compostage adoptées,
- Les producteurs accompagnés par l'OAP et les agriculteurs animateurs maîtrisent de plus en plus les techniques agropastorales adaptées,
- Les agri éleveurs encadrés sont capables de détecter certaines maladies et administrer les soins primaires.
- Plus de 15 ménages et associations produisent du lait qu'ils consomment et vendent l'excédant (contribution à l'alimentation équilibrée),
- Les ménages de Bujumbura s'intéressent de plus en plus à l'élevage des génisses alors que jadis ils n'élevaient que les taureaux pour une courte durée,
- Les semences sélectionnées en multiplication et diffusion ont permis d'augmenter la production (variété Ndindamagara, variétés G13, IZO de haricot et Espoir et Isega de maïs, les variétés de manioc résistantes à la mosaïque),
- L'efficacité de l'approche de formation pratique et par des exemples réussis sur terrain,
- Les agris éleveurs encadrés par le programme agricole de l'OAP sont les plus dynamiques et visibles de la province suite à leurs performances techniques et leur prise de conscience,
- Plus de 14 agri éleveurs encadrés par l'OAP sont classés parmi les meilleurs de la province,
- Les agris éleveurs et les associations (14) se réfèrent de plus en plus aux conseils et exemples d'aménagements,
- Les herbes fixatrices et arbustes agro forestières mis à disposition se sont multipliés et diffusés de proche en proche jusque dans les communes qui en étaient dépourvus,

***Les contraintes à la bonne réalisation du programme***

- Difficulté des agris éleveurs de trouver des taureaux ou bouc de race améliorée dans certaines localités,
- La diffusion des techniques agropastorales des associations encadrées par d'autres intervenants reste faible suite à la mauvaise organisation de ces dernières,
- La divergence de sensibilité aux techniques agropastorales adaptées dans certains ménages (surtout les hommes qui refusent que leurs femmes mettent en œuvre les techniques agropastorales),
- Les aléas climatiques,
- Faible cohésion des membres de certaines associations,

**L'évaluation externe de ce programme montre bien des éléments déterminant la durabilité et l'efficacité du projet.**

*Nous citons quelques uns :*

*La signature des contrats par les bénéficiaires s'engageant à diffuser les techniques apprises.*

*L'adhésion des autorités communales et provinciales aux objectifs et aux réalisations de ce projet ;*

*La prise de conscience par les paysans de la nécessité des prévisions à plus long terme (pour l'achat de nouvelles semences à l'ISABU à partir de la troisième année), de la pertinence des techniques proposées comme l'engrais organique (certains paysans font maintenant l'investissement du bétail sur fonds propres) ;*

*L'auto promotion du développement de ce programme : l'OAP n'impose pas le travail aux communautés, ce sont elles qui décident des créneaux dans lesquels elles veulent investir ;*

*Les investissements financiers dans lesquels des associations s'engagent à la suite de ce projet : achat de terres pour développer des projets communs (bétail commun et moulin complémentaire pour l'association, par exemple).*

En plus des appuis en intrants et autres outils, des crédits ont été accordés aux producteurs qui ont initié les microprojets de production agropastorale ou de transformation.

Tableau 2.2 : Crédits accordés aux producteurs au cours de l'exercice 2010

NUMERO	Titre du projet	Montant	Nombre de bénéficiaires	Date de déblocage	Durée	Montant échu	Montant payé	Taux
001/OAP/2010	Agri-élevage	5 000 000	46	Janvier	12 mois	3 178 980	3 178 000	100%
002/OAP/2010	Agri-élevage	5 000 000	35	Mai	24 mois	1 394 674	1 450 000	100%
003/OAP/2010	Commerce	500 000	1	Mai	1 mois	508 125	0	0%
004/OAP/2010	Agriculture	1 500 000	1	Juin	8 mois	0	0	-
005/OAP/2010	Agri-élevage	5 000 000	46	Juin	12 mois	1 153 625	1 044 580	91%
006/OAP/2010	Agri-élevage	5 000 000	44	Septembre	24 mois	465 652	465 652	100%
007/OAP/2010	Agri-élevage	3 733 400	15	Septembre	12 mois	0	0	-
008/OAP/2010	Agri-élevage	120 000	1	Septembre	6 mois	22 000	22 000	100%
009/OAP/2010	Agri-élevage	5 000 000	25	Septembre	12 mois	0	0	-
010/OAP/2010	Agriculture	2 000 000	1	Octobre	24 mois	0	0	-
011/OAP/2010	Agriculture	500 000	1	Novembre	6 mois	0	0	-
012/OAP/2010	Agriculture	825 000	1	Décembre	10 mois	0	0	-
		<b>34 178 400</b>	<b>217 (97 femmes)</b>			6 723 056	6 160 232	<b>92%</b>

Le nouveau système de crédit mis en exécution à partir de novembre 2009, privilégie la voie des associations à la base déjà expérimentées dans cette activité, et qui sont légalisées au niveau du Ministère de l'Intérieur.

Ces associations reçoivent de l'OAP un crédit de renforcement en capital et se chargent de répondre aux demandes locales de petit crédit, particulièrement à leurs membres.

Ce système répond au souci de toucher au maximum les couches nécessiteuses (composées des catégories pauvres) tout en se rassurant du recouvrement, ceci en jouant sur les atouts suivants ;

- Le service de proximité, étant donné qu'elles opèrent dans les communes et connaissent la personnalité et la moralité des demandeurs de crédit.
- La fiabilité des garanties; ces associations qui ont déjà une assise locale ont généralement des biens matériels reconnus par l'administration à cautionner (Maisons sièges, boisements, propriétés etc...). Ces biens sont facilement réalisables du fait qu'elles sont leurs propriétés et n'appartiennent pas à un membre, contrairement à l'ancien système où l'objet garanti était souvent propriété familiale et difficile à vendre. Les bénéficiaires de petits crédits sont des gens bien connus des associations qui les distribuent, et la pression sociale peut jouer son rôle en cas de défaillance.

#### Acquis du nouveau système (année 2010) :

1. Le montant du crédit accordé a augmenté par rapport aux autres années, cela fort de la confiance aux associations opérant à la base.
2. Le nombre de bénéficiaires directs a considérablement augmenté: 217 personnes ont pu accéder à de petits crédits individuels pour financer leurs activités génératrices de revenus. Dans les années passées, les crédits accordés aux associations étaient collectifs et ne donnaient qu'une très faible incidence au niveau du revenu individuel. Le système actuel permet à chaque membre de fournir ses efforts individuels et d'augmenter son revenu.
3. Le nombre de femmes accédant au crédit est satisfaisant (45% des bénéficiaires), le critère de garanties qui les marginalisait auparavant étant un peu allégé par leur appartenance aux associations locales accordant les crédits.
4. 15 PVVIHs ont pu accéder aux crédits pour exercer des activités lucratives et assurer leur survie grâce à l'ouverture du nouveau système.
5. Le Taux de recouvrement des crédits déjà accordés est satisfaisant ; sur les crédits en capital déjà accordés, 97% du montant échu a été remboursé.
6. Soucieux de pouvoir bien gérer et rentabiliser le capital reçu, les associations bénéficiaires ont manifesté un grand intérêt d'améliorer leurs performances en gestion comptable et investissent beaucoup d'efforts dans la formation des membres
7. Le système n'a pas exclu les vulnérables, c'est pourquoi les associations de PVVIHs sont privilégiées et ne doivent pas remplir le critère de statuts légal pour être financées si elles présentent des projets rentables.

### Faiblesses :

L'exigence de statuts légalisés a entraîné la marginalisation de certaines communes où le mouvement associatif n'est pas assez dynamique. C'est ainsi que pour cette 1<sup>ère</sup> année, seules 5 communes (Kanyosha, Nyabiraba, Kabezi, Mutambu et Muhuta) ont pu bénéficier du service crédit alors que pour les autres, le manque d'associations agréés et expérimentées en crédit les exclut des bénéficiaires potentiels.

On peut quant même souligner l'engouement des associations des autres communes pour se faire agréer; Mubimbi, Isale, Bugarama, Mukike (les associations sont entrain de finaliser leurs statuts pour légalisation).

**Résultat 3** : Les producteurs appliquent progressivement les pratiques conservatoires des sols.

Les principales activités mises en œuvre dans le cadre des pratiques conservatoires des sols en 2010 sont :

- le piquetage et le traçage des courbes de niveau,
- l'acquisition et la plantation des herbes fixatrices sur les courbes de niveau,
- la production en pépinières et la plantation des arbres forestiers, agro forestiers et fruitiers.

Les tableaux ci-après donnent les détails des réalisations dans le domaine des pratiques conservatoires des sols.

Tableau 3.1. Les courbes de niveaux plantés d'herbes fixatrices

Communes	Longueur courbes de niveau (en m)	Qté d'herbes fixatrices plantées		Champs de Tripsacum		Nombre des bénéficiaires
		Setaria	Tripsacum	Superficie (en are)	Qté plantée	
Muhuta	403	-	2016	1,485	594	24
Nyabiraba	240	-	1200	35,38	14.152	5
Kanyosha	-	-	-	-	-	-
Kabezi	9.645	-	48225	31,5	12.605	38
Mubimbi	-	-	-	-	-	-
Mugongomanga	-	-	-	-	-	-
Bugarama	876	-	4.380	12,9	5.168	8
Mutambu	235	-	1.175	14,58	5.835	4
Mukike	-	-	-	-	-	-
Mutimbuzi	-	-	-	-	-	-
Isare	-	-	-	4,5	1800	1
<b>Total</b>	<b>11.399</b>	<b>-</b>	<b>56.996</b>	<b>95,8</b>	<b>38.354</b>	<b>79</b>

Tableau 3.2. Evolution des réalisations en matière de protection des sols par des courbes de niveau et herbes fixatrices.

Communes	Longueur courbes de niveau (en m)	Longueur fossés avec/sans bananiers (en m)	Qté d'herbes fixatrices plantées		Champs de Tripsacum	Superf. Protégée (en are)	Nbre bénéfés.
			Setaria	Tripsacum			
					Superf. (en are)		
Muhuta	1353	403	9502	2610	0,48	135,78	26
Nyabiraba	3.749	3.500	39.652	40.600	103,6	478,5	38
Kanyosha	2.027	160	20.272	9.100	22,75	225,45	12
Kabezi	10.835	1.645	11.902	60.830	7,4	1090,9	68
Mubimbi	4.177	-	41.292	3.088	7	424,7	52
Mugongomanga	-	-	-	-	-	-	-
Bugarama	1.113	154	2372	9548	17,30	128,6	11
Mutambu	885	650	6502	7010	14	102,5	18
Mukike	3.151	160	20.052	10.870	10	325,1	6
Mutimbuzi	-	-	-	-	-	-	-
Isare	12.990	-	114.612	33.534	60,12	1359,12	40
<b>Total</b>	<b>40.280</b>	<b>6.672</b>	<b>266.158</b>	<b>177.190</b>	<b>242,35</b>	<b>4.270,65</b>	<b>271</b>

En plus des éclats de souche mis à disposition directement par l'OAP asbl, il est observé un système de diffusion d'herbes fixatrices et fourragères entre agriculteurs membres des groupes de rayonnement et voisins. C'est ainsi que les 271 bénéficiaires ont commencé à fournir des herbes fixatrices aux autres agriculteurs.

Tableau 3.3. Les plants forestiers et agro forestiers produits et ceux mis en place

Communes	Plants forestiers produits	Plants forestiers plantés	Plants agroforestiers produits	Plants agroforestiers Plantés	Total plants produits	Total plants plantés	Nbre de bénéf.
Muhuta	-		412		412		35
Nyabiraba	100.840		27.765		128.605		161
Kanyosha	12.212		10.151		22.363		37
Kabezi	6.866		6.480		13.346		82
Mubimbi	50.896		33.849		84.745		154
Mugongomanga	0		0		0		0
Bugarama	0		7.734		7.734		33
Mutambu	2.800		7.210		10.010		55
Mukike	4.600		1.204		5.804		56
Mutimbuzi	0		0		0		0
Isare	8.100		21.535		29.635		78
<b>Total</b>	<b>186.314</b>		<b>116.340</b>		<b>302.654</b>		<b>691</b>



Pour la campagne de mai 2010 à mars 2011, près de 130.193 plants forestiers et agroforestiers (Eucalyptus, Grevillea, Calliandra ) dont une partie encore en pépinières et une autre est en pleine plantation sont produits.



Les plants fruitiers sont plantés pour contribuer à la protection des sols d'une part et à la diversification des produits alimentaires d'autre part. Au cours de l'année 2010, les plants fruitiers ont été produits par les associations. Les photos ci-dessous montrent les plants fruitiers en pépinières.



**Greffage des plants d'avocatier en pépinière**



**Un champ de prunes du Japon plantés en janvier 2010**

Tableau 3.4. Les plants fruitiers plantés par les associations et agriculteurs animateurs fin 2009 et début 2010

Communes	Plants fruitiers mis à disposition	Nombre des bénéficiaires	Moyenne plants mis à disposition par bénéficiaire
Muhuta	0	0	0
Nyabiraba	472	78	6
Kanyosha	309	42	7
Kabezi	433	77	6
Mubimbi	1.670	103	16
Mugongomanga	450	47	10
Bugarama	512	67	8
Mutambu	630	66	10
Mukike	610	58	11
Mutimbuzi	0	0	0
Isare	3.453	43	80
<b>Total</b>	<b>8.727</b>	<b>581</b>	<b>15</b>

Après l'acquisition et distribution des 8.727 plants fruitiers au cours de la campagne 2009-2010, environ 42.137 plants fruitiers (avocatiers, mandariniers, orangers, prunes du Japon, maracoudja) sont en pépinières entretenues par les associations partenaires et seront plantés au courant de la campagne de Mai 2010 à Mars 2011. Les bénéficiaires sont des associations et groupes de rayonnement, qui par la suite répartissent les plants produits entre leurs membres.

D'une manière générale, jusque fin 2010, 674 membres des associations et 192 membres des groupes de rayonnement, soit un total de 866 agriculteurs adoptent progressivement les pratiques de protection et de restauration de la fertilité des sols.

Tableau 10 : Risque de faible performance en matière d'adoption des pratiques conservatoires des sols

<b>Risques sur lesquels l'OAP peut agir</b>	<b>Moyen de les contourner</b>
- Les producteurs qui risquent de viser la satisfaction de l'OAP asbl pour capter des appuis au lieu d'intérioriser les pratiques agropastorales pour une production durable ;	Laisser le libre choix des pratiques agricoles adaptées à la production durable par les producteurs
- Divergence d'approches (stratégie et méthodologie,...) adoptées par différents intervenants qui désorientent la population ;	L'OAP doit tout faire pour que la mise en place du comité de pilotage d'harmonisation d'approche, recommandé lors des ateliers 2009 initiés par l'OAP soit effective et que le comité soit opérationnel.
- Faible rayonnement des techniques de production lié au problème de communication entre les membres des associations ;	Instaurer au sein des associations des producteurs un système de suivi et d'autoévaluation entre les membres
<b>Risques sur lesquels l'OAP ne peut pas agir ou ne peut agir que faiblement</b>	<b>Moyens de les contourner</b>
Les tensions politiques occasionnées par les élections contestées par une partie de la population	Lancer des messages d'apaisement et persuader les communautés que seules les activités de production sauveront leur localité de la famine et de la pauvreté
Faible effet des dispositifs modèles isolés de lutte contre l'érosion car l'adhésion de tous les ménages d'un bassin versant pour l'aménagement global prend du temps ;	Faire le lobbying pour les activités de lutte anti érosive dans le bassin versant.
Problème d'emballage pour les produits transformés.	Mener des recherches pour accéder aux techniques d'emballage modernes

**Résultat 4 :** Les producteurs écoulent facilement les produits à des prix rémunérateurs.

La Centrale d'Écoulement et d'Approvisionnement des produits n'a pas produit des effets escomptés. Cependant, des activités de commercialisation des produits se sont poursuivies au courant de l'année 2010. Le tableau ci-après donne les réalisations dans le domaine de l'écoulement des produits.

L'OAP a décidé de prendre la gestion de la centrale en main à partir de 2011.

**Tableau 4.1. Les produits écoulés par la CEA pour la période de Décembre 2009 à Octobre 2010**

Les produits	Année 2009	Année 2010										Total
	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	
	Qté en kg	Qté en kg	Qté/kg	Qté/kg	Qté/kg	Qté/kg	Qté/kg	Qté/kg	Qté/kg	Qté/kg	Qté/kg	
Haricot	78	23	30	86,5	13	36	0	115	0	0	0	<b>381,5</b>
Riz	54	13	35,5	11	4	4	0	2,5	0	0	0	<b>124</b>
Miel	1	1,5	1,5	2	0	0	0	1	0	0	0	<b>7</b>
Banane à cuir	0	145	16	16	0	185	0	520	260	480	355	<b>1977</b>
Banane fruit	0	45	0	0	0	0	0	120	75	97	122	<b>459</b>
Patate douce	0	0	0	0	0	0	0	800	125	0	0	<b>925</b>
<b>Total</b>	<b>133</b>	<b>227,5</b>	<b>83</b>	<b>115,5</b>	<b>17</b>	<b>225</b>	<b>0</b>	<b>1558,5</b>	<b>460</b>	<b>577</b>	<b>477</b>	<b>3873,5</b>

## **AXE 4 : Accès aux services sociaux de base.**

L'accès aux services de base par les communautés a été notre cheval de bataille dans la lutte contre l'injustice sociale faite à la province de Bujumbura.

En réponse à une demande pressante de la population en infrastructures sociales de base, cet axe met en avant la participation de la population dans toutes les phases de projets initiés. Ainsi, l'identification et la détermination des sites d'implantation des ouvrages (lieux de construction), l'apport des matériaux locaux, le transport de ces derniers sur tête aux sites inaccessibles, le suivi de la gestion des matériaux et de l'exécution des travaux sont les phases cruciales d'intervention de la population bénéficiaire.

Cette approche participative utilisée par l'OAP répond bien aux demandes de la population et l'implication de cette même population la rend très efficace. Elle est facilitée par la mise en place des comités locaux dont le réveil de conscience est constamment fait à travers l'animation conscientisant. Cette responsabilisation de la population durant les phases sus mentionnées rend durables les résultats.

Cet axe demeure pertinent au regard des besoins exprimés par la population et de la politique nationale en matière de gratuité scolaire.

**Résultat 1 :** Les élèves qui fréquentent les écoles construites par l'OAP réussissent mieux.

Une école primaire de 6 classes, 1 direction et 8 latrines séparées pour filles et garçons avec un lave-mains à 2 robinets a été construite à Kirundo en Commune Bugarama. Elle devra être équipée de 150 bancs pupitres, 6 tables d'enseignants, 12 chaises, 2 tables bureaux et de 2 étagères.

La contribution des bénéficiaires a été retardée par les activités en rapport avec les élections, ce qui a empêché l'achèvement des travaux de construction de l'infrastructure. Toutefois, après la période électorale, l'apport en sable, gravier et moellon a repris et les travaux de finition se poursuivent.



Ecole primaire de Kirundo (Bugarama)

Au niveau des critères de jugement, la construction des 6 classes équipées en mobiliers et des latrines séparées pour filles et garçons, équipées d'un lave-mains, devraient permettre à 300 élèves d'étudier dans de bonnes conditions et partant d'augmenter le taux de réussite.





② Un sous projet d'étude d'exécution pour la construction d'une école primaire composée de 6 classes, une direction, 8 latrines équipée en mobiliers et raccordée à l'eau a été élaboré et soumis au Bailleur. Après une mission de validation par un représentant du Bailleur, le sous projet a été adopté et le financement acquis pour sa mise en œuvre à Cishinzo en Commune Nyabiraba.

Rencontre des bénéficiaires de l'EP Cishinzo avec le Représentant du Bailleur

## Résultat 2 : Les populations accèdent facilement à l'eau potable

① Durant l'année 2010, 40 sources d'eau potable ont été aménagées et construites dans 4 communes de la province. 948 ménages, 2 écoles primaires (1.162 élèves), 1 Collège communal (650 élèves) et 1 centre de santé (+/-350 visiteurs) ont été approvisionnés en eau potable. Les capacités des bénéficiaires ont été renforcées dans la bonne gestion de ces infrastructures en vue de leur pérennisation.



Sources aménagées et construites

② En plus des activités de construction, deux études d'exécution d'adductions d'eau potables ont été élaborées et transmises aux Bailleurs pour financement :



- Un financement est acquis pour l'exécution d'une adduction de 16,83 km pour desservir 1.037 ménages et 2.705 personnes fréquentant 4 écoles primaires et 2 Centres de santé.

Visite d'identification et de validation de l'AEP Bambo-Rugomero

Une étude est validée et acceptée par un Bailleurs pour exécution d'une adduction de 18,57 km pour desservir 807 ménages et 2.527 personnes fréquentant 4 infrastructures scolaires et 2 infrastructures de santé.



Visite d'identification et de validation de l'AEP Magara



Photo de la visite d'identification et de validation de l'AEP Magara

## **AXE 5 : Promotion de l'Équité Genre**

**Cet axe a souffert de la faiblesse de financement pour différentes activités**

Résultat 1 : Tout programme de l'OAP tient compte de la dimension Genre

❖ *Au niveau de l'administration et gestion de l'organisation*

Une politique du genre a été élaborée ; elle précise la définition du genre au sein de l'OAP asbl, les objectifs et les engagements de l'OAP en matière du genre. Chaque responsable d'axe a élaboré des outils de suivi évaluation qui tiennent compte de l'aspect genre. Les deux organes de décision (comité de direction et comité exécutif) renferment au total 5 hommes et 6 femmes, qui statuent sur l'avancement du programme et la vie de l'organisation. La prise de décision se fait lors d'une réunion où tout le monde s'exprime sur le point soulevé. Le procès verbal est également approuvé par les participants aux réunions selon le calendrier établi ce qui garantit l'équité dans l'accès aux services de l'organisation. L'organisation possède des textes réglementaires (règlement d'ordre intérieur, manuel des procédures comptables) qui tiennent compte des besoins et spécificités des hommes et des femmes pour éviter toute forme de discrimination. Il existe des politiques de chaque axe pour bien suivre l'intégration du genre au niveau de l'opérationnalité et pour chaque domaine d'intervention. L'offre d'emploi s'est faite par annonce dans des journaux et par affichage au bureau pour garantir l'information à tous les postulants.

### ❖ *Au niveau de l'opérationnalité*

Dans le domaine de la formation sensibilisation : l'OAP a mené des séances de sensibilisation sur la citoyenneté de la femme pour provoquer un changement dans la mentalité de la communauté pour que la femme se sente réellement agent de développement à part entière afin de participer à la gestion du pouvoir, user de son droit de vote et se faire élire. Dans le domaine de l'agriculture qui renferme 95% de la population à majorité féminines, l'OAP asbl a appuyé 35 associations et 72 agriculteurs privés à majorité féminines en intrants agricoles, formation sur les méthodes culturales améliorées et techniques de protection de l'environnement, et l'appui en ressources pour accéder à l'augmentation de la production (équipement agricole et de transformation des produits, hangar pour conservation des semences, acquisition du bétail pour la production du fumier organique).

Pour ce qui est du programme d'alphabétisation, au cours de la session de 2010, 1020 participants dont 945 femmes se sont faits inscrire. 39 alphabétiseurs dont 17 femmes (44%) ont animé 39 centres d'alphabétisation.

Au niveau du programme de construction des infrastructures sociales : cette année, l'OAP asbl a utilisé une main d'œuvre de 120 personnes dont 28 sont des femmes pour l'aménagement des sources d'eau potable.

Dans le domaine de l'appropriation des infrastructures sociales, les 2 écoles construites par l'OAP asbl en 2010 sont dotées de comités des parents avec 30% de femmes pour chacun.

Une ligne de crédit sans intérêt est mise à la disposition des PVVH pour des activités génératrices de revenus pour leur auto prise en charge. En 2010, 15 membres (7 femmes et 8 hommes) de l'association REMA de la commune Nyabiraba a bénéficié d'un crédit de 3.753.400 FBU pour financer des activités diverses : petit commerce, agriculture, embouche de vache. Les bénéficiaires de ces activités permettront aux initiateurs de recouvrer leur dignité et de subvenir à leurs besoins surtout alimentaires et sanitaires.

Dans le cadre de la consolidation de la paix, l'OAP a rapproché, par des réunions de sensibilisation, des rencontres sportives et culturelles, des formations en gestion des conflits des ex-combattants, les rapatriés et les résidents dans les communes Kanyosha et Mutimbuzi. Deux comités de paix ont été constitués dans les deux communes et sont composés de 25 hommes et 19 femmes pour pérenniser l'action de sensibilisation sur la cohabitation pacifique et la gestion des conflits dans leur commune respective.



**Résultat 2** : Les femmes prennent plus d'initiatives dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités genre

Le programme de l'alphabétisation s'est déroulée en 2 parties : Dans la zone d'action de l'OAP asbl (Province de Bujumbura rural) et en synergie avec les organisations CAM en province Kirundo et AGAKURA en province de Gitega.

### ***I. Alphabétisation dans notre zone d'action***

Au cours de l'année 2010, 39 centres d'alphabétisation ont accueilli 1020 participants dont 945 femmes ; soit 93% des participants. L'OAP asbl a acheté le matériel de démarrage constitué de : 2000 cahiers, 1400 stylos 50 scotches, 7 rames de papier, 26 registres, 65 boîtes de craie.

Cette activité a été suivie par le personnel de l'opérationnalité : au total 40 descentes sur terrain ont été effectuées pour suivre le déroulement des activités du programme

Le niveau d'apprentissage a été régulièrement évalué par des tests ; un test au mois de juillet et un test final en octobre. Au terme de l'apprentissage un test d'évaluation a été organisé et 283 apprenants sur 432 participants au test ont réussi le test. Parmi les 283 lauréats, 236 sont des femmes, soit 83% des réussites.



Les cérémonies de remise des certificats ont eu lieu dans la commune Mugongo Manga, et avaient comme objectif de sensibiliser les autorités administratives depuis les autorités provinciales jusqu'aux chefs de collines pour la mobilisation de la population analphabète autour de ce programme.



Dans le cadre de faire le suivi des néo alphabètes, 2 descentes ont été organisées pour rencontrer les groupements des néo alphabètes en commune Muhuta. Ces groupements nécessitent un renforcement de capacités surtout en gestion et organisation des associations. Le dossier de renforcement des capacités de ces 2 groupements a été versé au service animation qui a commencé l'animation sur les 2 thèmes.

Avant de clôturer l'année, une journée d'évaluation de l'alphabétisation, session 2010 a été organisée au bureau de l'OAP. Tous les 49 animateurs et tout le personnel de l'OAP asbl ont pris part aux activités de la journée organisée sous forme d'une auto critique afin de trouver une approche pour améliorer les résultats dans le futur.



Remise des prix aux meilleurs mobilisateurs

### ° *Alphabétisation en synergie*

Dans le cadre du programme synergie financé par FONCABA, cette dernière a financé l'année dernière la formation des alphabétiseurs des organisations

- CAM en province Kirundo : 4 alphabétiseurs
- AGAKURA en province Gitega : 6 alphabétiseurs

Au cours de l'année 2010, l'OAP asbl en tant que leader du programme a effectué des visites dans les deux organisations pour le lancement et le suivi de l'activité respectivement :



\*Chez AGAKURA, 5 centres sont opérationnels depuis fin juillet 2010. 75 hommes et 93 femmes participent aux séances d'alphabétisation.





L'OAP asbl a donné du matériel pour démarrer les centres d'alphabétisation, il s'agit du matériel suivant :

6 livres pour alphabétiseurs, 210 cahiers, 210 stylos, 6 portes document, 2 rames de papier duplicateur, 4 boîtes de craies, 12 feutres, 6 registres pour alphabétiseurs, 6 parapluies, 6 scotch, 84 affiches à images



\*Chez CAM, en plus de 4 alphabétiseurs formé à l'OAP en 2009, six autres animateurs ont été formés pour animer des séances d'alphabétisation. Au total 10 centres sont en activités.



L'organisation CAM a aussi reçu de l'OAP, du matériel suivant pour commencer les activités :

4 portes document, 1 rame de papier duplicateur, 3 boîtes de craie, 4 registres, 4 parapluies, 8 feutres, 4 scotchs, 132 livrets pour apprenants, 168 affiches à images.

**Résultat 3 :** Les filles accèdent de plus en plus à l'enseignement supérieur ou professionnel

Nous n'avons pas reçu de financement pour ces activités; l'OAP asbl est encore à l'étape de récolter des informations sur les écoles de métiers qui accueillent les jeunes filles en vue d'élaborer un document du programme à présenter aux bailleurs.

**Résultat 4 :** Les méfaits de la pandémie du VIH/SIDA sont atténués

En vue de bien outiller les animateurs en alphabétisation, l'OAP asbl a



organisé une formation de 3 jours à l'intention de 17 nouveaux alphabétiseurs. L'objectif de la formation était de renforcer les connaissances des animateurs



en alphabétisation pour acquérir des connaissances suffisantes sur le VIH/SIDA afin qu'ils soient capables de sensibiliser les communautés sur la pandémie.

15 PVVH dont 7 femmes ont bénéficié d'un crédit pour exercer des activités génératrices de revenus pour se prendre en charge pour un montant de 3.753.400FBU.

## AXE 6 : Aide humanitaire

**Résultat 1** : Les sinistrés sont rapidement secourus.

- Participation des membres du personnel OAP à 3 réunions organisées par Oxfam Novib.
- A la suite des pluies torrentielles qui se sont abattues sur la province de Bujumbura rural, l'OAP a fait une évaluation de la situation. Un projet de réhabilitation de 33 salles de 11 écoles endommagées a été présenté à Oxfam Novib qui a financé le projet. L'exécution de ce projet couvre la période de décembre 2010 à février 2011. Dès l'accord de financement, l'OAP asbl a réuni les représentants des parents, les directeurs des écoles concernées par le projet et l'administrateur de la commune pour d'abord informer les participants du projet et de déterminer les responsabilités/participation de chaque partenaire.

Toujours dans le cadre de l'auto promotion, les participants à la réunion ont inventorié des activités qui seront supportées par les uns et les autres. Ainsi, les bénéficiaires participeront au projet par :

- le transport par tête des matériaux sur les tronçons inaccessible par véhicule
- le paiement de la moitié de la main d'œuvre
- le suivi des activités
- le stockage de matériaux sur terrain.
- l'identification d'un charpentier compétent

Dans le cadre de la pro activité, l'OAP a aussi présenté un projet de prévention des ex-combattants de retrouver leurs caractères belliqueux. Ce projet vient d'être financé également par Oxfam NOVIB au mois de décembre ; son exécution se prolongera jusqu'en décembre 2011.

## AXE 7 : Appui Institutionnel

**Résultat 1** : L'O.A.P asbl augmente sa participation aux activités des réseaux de la société civile

Cette année l'OAP a participé à plusieurs activités de la société civile qui se résument dans les points suivants :

- *Participation aux activités du groupe de Lobbying agricole*

Cette année le groupe de lobbying agricole en collaboration avec 11 11 11 a organisé plusieurs activités de lobbying agricoles dont l'objectif principal était de porter au plus haut niveau les revendications des producteurs telle que :

majoration du budget affecté au secteur agricole.



Campagne agricole



Foire agricole

- Participation à la coalition de L'Observation des élections 2010
- Participation à la réunion d'élaboration du Code des organisations de la société civile
- Participation aux différentes activités organisées par les différents réseaux dont OAP est membre : Forsc, OAG,
- *Participation aux réunions des négociations politico économiques dont le Burundi est membre : APE, EAC*



L'OAP participe régulièrement aux activités de la société civile. Cette année l'OAP s'est jointe aux autres pour soutenir :

- les revendications des producteurs agri éleveurs dans une déclaration adressée au gouvernement dans le cadre des Objectifs du millénaire.
- le Forum de la société civile pour la présentation de l'action de la société civile et la présentation des

programmes des partis politiques

En plus de cela les différents cadres ont participé à 33 réunions organisées par la société civile

**Résultat 2** : L'OAP dispose des ressources humaines plus compétentes et financières pour son action.

Cette année 1 membre de l'équipe a participé à une formation à l'Institut FORHOM à Rochelle sur le Système d'Information Géographique SIG notamment l'utilisation des logiciels « Quantum Gis » et « Access »). Ainsi l'O.A.Pasbl dispose d'une personne ressource qui peut créer et gérer une base de données sur toute sorte d'intervention faite dans sa zone d'intervention avec production instantanée de cartes de localisation.

Quelques recommandations issues de la formation

- ☞ Concevoir et mettre en place un Système d'Information géographique :
- ☞ Former les cadres et techniciens en notions du SIG notamment le relevé de données sur terrain au moyen du GPS
- ☞ Acquérir le matériel nécessaire pour la mise en place d'un SIG (GPS, logiciels et Ordinateurs)
- ☞ Recruter un Administrateur du SIG

- 2 réunions de l'Assemblée Générale ont été tenues, une ordinaire et une extraordinaire pour valider l'audit et le rapport des commissaires au compte
- 4 réunions du Bureau Exécutif ont été tenues
- 20 réunions du comité de direction ont été tenues

Des recommandations issues de ces réunions permettent à l'organisation d'améliorer la gestion et le suivi évaluation du programme pour atteindre les résultats escomptés

**Résultat 3** : L'OAP renforce des activités d'investissement pour la durabilité de son action.

Cette année 2010, l'OAP a investi dans l'achat de 3 véhicules : un camion benne, une camionnette et une voiture. Elle a également continué à exploiter le centre d'accueil.

L'OAP a participé au budget annuel 2010 à la hauteur de 10%

**Résultat 4** : L'OAP capitalise son action et améliore sa planification

Le film de capitalisation est en cours de réalisation et l'action sera finalisée en 2011

### **III. CONCLUSION**

Les 20 résultats assignés dans le programme 2009 – 2011 sont sur une bonne voie, mais certaines conditions devront être améliorées pour les atteindre en totalité. Nous citerons :

1. une stabilité politique pour permettre aux communautés de s'installer dans le milieu rural
2.  une stratégie de sensibilisation et d'animation qui permette de toucher plus de monde, la promotion de beaucoup d'animateurs à la base (personnes ayant une grande crédibilité car connues du paysan) ;
3. le développement des activités de valorisation de la production: transformation et écoulement ;
4.  un appui d'autres bailleurs surtout dans le domaine de micro crédits et de l'alphabétisation afin de rendre les communautés plus autonomes ;
5. l'empowerment féminin (plus de participation féminine, plus d'implication) ;

Nous allons travailler beaucoup sur les conditions 2, 3, 5, afin de maximiser les chances d'atteindre nos résultats 2011

## IV. ANNEXES

**IV.I. SUIVI DES RESULTATS DU CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME STRATEGIQUE 2009-2011.**

**Axe I : Gouvernance Locale**

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Base Line 2009	Réalisations 2010	Produits 2009-2010
<b>Objectif spécifique I :</b> Les capacités des acteurs de la décentralisation et spécifiquement la femme, sont renforcées pour une meilleure gestion du pouvoir.	Fin 2011, les structures décentralisées comprennent 30% de femmes et prennent des décisions de façon démocratique	Manque de réunions 17% de femmes dans les conseils communaux 15% de femmes dans les conseils collinaires		
<b>Résultat I.1 :</b> Les élus locaux organisent des réunions et des échanges intercommunautaires.	4 espaces d'échanges entre les élus collinaires sont établis (interethnique, citoyen, socio-économique)	1 cadre d'échange déjà créé entre les élus de Mugongo et ceux de Kanyosha (espace citoyen)	192 personnes formées (121 hommes et 71 femmes) ont participé à l'observation des élections	4 cadres d'échange créés: - Citoyen : échange politique entre les élus - Interethnique : relation consolidées entre les habitants de Kanyosha et Mugongo manga - Social (route reliant Mugongo Bujumbura via kanyosha recouverte, création des liens entre les communes. - économique (marché réouvert : Préparation d'un espace sur l'Intercommunalité
<b>Résultat I.2 :</b> La femme occupe une place de choix dans les instances de décision	30% des élus sont des femmes en 2010	17% de femmes dans les conseils communaux, 15% de femmes dans les conseils collinaires	Formation de 27 animateurs à la base sur la citoyenneté féminine Sensibilisation de 3.720 femmes à la base sur la participation aux élections. Lobbying auprès des représentants des partis politiques en compétition sur la représentativité des femmes Une équipe de femmes Rwandaises et de parlementaires belges ont organisées une séance de sensibilisation des femmes en commune Kanyosha	28% des 150 membres des conseils communaux sont des femmes (42) en 2010 29.5% des 700 conseillers collinaires sont des femmes (207) 3 des 11 administrateurs communaux sont des femmes



<p><b>Résultat I.3 :</b> Les intervenants harmonisent leurs approches dans le sens du respect des principes démocratiques</p>	<p>Existence d'un comité de pilotage provincial opérationnel</p>	<p>Manque de cadre d'harmonisation des interventions</p>	<p>Des réunions de concertation et d'harmonisation des approches ont été organisées sur initiative de l'OAP.</p>	<p>La mise en place du comité sera relancée en 2011</p>
<p><b>Résultat I.4 :</b> Les groupes marginalisés (rapatriés, déplacés et ex-combattants) sont réintégrés et engagés dans le processus de développement communautaire (dans les communes Kanyosha et Mutimbuzi)</p>	<p>50 CDCs et 32 représentants des groupes marginalisés sont sensibilisés sur la participation de ces derniers à la prise de décision communautaire</p> <p>32 représentants des groupes marginalisés participent à des activités de réconciliation communautaire</p>	<p>0</p> <p>0</p>	<p>Sensibilisation de 132 personnes (CDCs et groupes marginalisés) sur la prise de décision communautaire</p> <p>Sensibilisation des groupes marginalisés et organisation des événements sur la réconciliation communautaire</p>	<p>7 associations composées des membres des groupes marginalisés sont créées</p> <p>Les groupes marginalisés cohabitent dans leurs milieux respectifs</p> <p>Un dialogue franc est instauré entre les marginalisés d'abord et les communautés ensuite</p> <p>Les démobilisés s'investissent dans la résolution des conflits locaux</p> <p>Des comités de paix sont opérationnels</p>

**Axe II : Animation conscientisante**

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Base Line 2009	Réalizations 2010	Produits 2009 -2010
<p><b>Objectif spécifique II :</b> Les communautés sont conscientes de leurs conditions de vie et se mobilisent pour s'auto promouvoir</p>	<p>A la fin de 2011 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 réseau d'associations d'auto développement aura émergé,</li> <li>- les cas de maladies des mains sales auront diminué de 10%</li> <li>- 50% des infrastructures construites par l'OAP sont prises en main par les bénéficiaires</li> </ul>	<p><b>0</b></p> <p><b>0</b></p>		
<p><b>Résultat II.1 :</b> Les communautés imprégnées des valeurs d'autopromotion s'impliquent progressivement au processus de développement durable</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 35 associations d'autopromotion solides ont émergé</li> <li>- 1 réseau d'associations d'autopromotion est créé</li> </ul>	<p>5 associations solides</p> <p>Aucun réseau</p>	<p>408 séances d'animation des membres des associations ont été organisées en 2010</p> <p>1580 membres des associations dont 72% sont des femmes ont participé aux séances d'animation en 2010</p>	<p>41 associations sont en train d'améliorer leur gestion. Actuellement, 28 associations ont déjà atteint un degré d'organisation et de gestion relativement avancé. Ces dernières disposent des statuts et ROI, remplissent régulièrement leur livre de caisse et de banque et d'autres outils de gestion comme les tableaux d'amortissement.</p> <p>2 réseaux d'associations, l'un des producteurs privés multiplicateurs de semences de pomme de terre et l'autre des producteurs de cultures maraîchères sont en cours de structuration.</p> <p>Les partenaires de terrain de l'OAP constituent des interlocuteurs privilégiés dans la mise en place des instances de décision au niveau local</p> <p>La régie communale de l'eau de Mubimbi a déjà ouvert un compte et autonomise progressivement sa gestion.</p> <p>La mobilisation autour des infrastructures par</p>

	<p>- 50% des écoles construites par l'OAP ont des latrines propres</p> <p>- 40% des infrastructures construites par l'OAP disposent des caisses d'entretien</p>	<p>23,5% des écoles disposent de latrines propres</p> <p>Il n'existe pas de caisses comme telles, les interventions se font de façon ponctuelle en cas de nécessité</p>	<p>64 membres des comités de gestion des EP Butega et Nyabunyegeri (31 hommes et 33 femmes) ont participé aux 3 séances d'animation sur l'hygiène et assainissement en 2010</p> <p>1 atelier de sensibilisation auquel ont participé 10 personnes (administratifs et membres de la régie communale Muhuta) a eu lieu le 27 septembre 2010</p> <p>454 personnes ont participé aux 3 réunions de sensibilisation sur la participation dans l'aménagement de l'adduction d'eau potable de Bambo-rugomero animés par les responsables administratifs en collaboration avec les responsables de la régie communale de l'eau, tous préalablement sensibilisés et formés par l'OAP asbl</p>	<p>la création des caisses a été freinée par la création de nouveaux comité par le gouvernement qui sont quelque peu politisés : les interventions continuent à se faire par des cotisations ponctuelles.</p> <p>La régie communale de Muhuta s'active pour se restructurer et mettre en place des textes réglementaires</p>
--	---	---	--	--

### AXE III : Sécurité Economique

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Base Line 2009	Réalisations 2010	Produits 2009-2010
<b>Objectif spécifique III :</b> La situation économique des ménages est améliorée grâce à l'augmentation des revenus	A la fin de 2011, les revenus de 875 ménages des associations et producteurs privés partenaires OAP ont augmenté de 10%	Sur les 875 ménages, 8,9 % mangent 3 fois par jour 61,4% mangent 2 fois 29,7 % mangent une fois 54,7% d'enfants sont scolarisés (1810 sur 3306) 19 associations disposent d'une propriété de plus de 1 ha. 24 agriculteurs privés disposent d'un terrain de plus de 1 ha		
<b>Résultat III.1 :</b> Les producteurs adoptent des techniques agricoles améliorées.	Fin 2011, 945 producteurs pratiquent les techniques de production améliorées	0	Suivi et accompagnement des associations de producteurs  Deux visites d'échange d'expériences entre les producteurs (visite des exploitations modèles) ont été organisées.	866 membres des associations et des groupes de rayonnement adoptent progressivement les pratiques agricoles adaptées (674 +140+52)
<b>Résultat III.2 :</b> les producteurs accèdent aux moyens de production.	Fin 2011, 760 initiatives locales sont appuyées	0	Distribution du bétail, des semences améliorées, des crédits, à des producteurs et promoteurs de projets, Multiplication et diffusion des semences vivrières.  Mise à disposition des producteurs d'autres intrants et équipements de production (semences maraîchères) pompes à eau manuel, etc.) Construction de hangars de stockage des productions à Mukike et Bugarama	41 associations et 43 producteurs individuels ont bénéficié de 450 caprins et 25 bovins.  Des semences améliorées ont été octroyées à 30 associations et 120 producteurs individuels.  225 promoteurs de projets générateurs de revenus ont bénéficié de crédits (Agriculture, élevage, Commerce) Le hangar de Mukike est fonctionnel

<b>Résultat III.3</b> : Les producteurs appliquent progressivement les pratiques conservatoires des sols	Fin 2010, 525 exploitants pratiquent les méthodes conservatoires des sols	0	302.654 plants forestiers, 8.727 plants fruitiers et 95.350 éclats de souche mis à la disposition de 866 producteurs et plantés pour la protection des sols  Pour la campagne de mai 2010 à Mars 2011, 130.193 plants forestiers et agroforestiers, 42.137 plants fruitiers dont une partie en en pépinières et une autre en cours de plantation ont été produits.	<b>866</b> producteurs pratiquent les méthodes conservatoires des sols
<b>Résultat III.4</b> : Les producteurs écoulent facilement les produits à des prix rémunérateurs	- Quantité des produits écoulés via la CEA  - Le nombre des producteurs ayant l'accès à la CEA  - La réduction des pertes de récoltes (Tomates, Choux, Mandarine)	La CEA est momentanément fermée	Des réunions du Comité Exécutif de la CEA ont été organisées  Environ 3873,5 kg de produits agricoles ont été écoulés par la CEA et 6 associations et 2 agriculteurs animateurs ont participé à cette vente.	Relance du fonctionnement de la CEA au marché de Ruvumera. 2 points de collecte fonctionnent à Nyabiraba et à Mubimbi

**AXE IV : Accès aux services sociaux de base**

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Base Line 2009	Réalisations 2010	Produits 2009-2010
<b>Logique d'intervention</b>				
<b>Objectif spécifique IV : L'accès des communautés aux services sociaux de base de qualité est amélioré</b>	A la fin 2011, 1500 écoliers étudient dans de meilleures conditions Le taux de scolarisation dans Bujumbura rural a augmenté de 2,5% Le nombre d'habitants accédant aux soins de santé augmente de 5%. Le nombre d'habitants accédant à l'eau potable augmente de 2,5%. Le taux de passage de l'école primaire à l'école secondaire augmente de 5%	- Taux d'accès aux CDS : 12.65% - Taux d'accès à l'hôpital : 18%  - Taux de desserte théorique : 56%  - Taux de passage de l'E. P. à l'E.S :43%		

<p><b>Résultat IV.1</b> : Les élèves qui fréquentent les écoles construites par l'OAP réussissent mieux.</p>	<p><b>Augmentation du taux de réussite de 10% dans les écoles construites</b></p>	<p>Taux de réussite à Butega : 69.3%  Taux de réussite à Kirundo : 68.95%  Taux de réussite à Cishinzo : 72%  Taux de réussite à Rutambiro : 62%</p>	<p>6 salles de classes, une direction et des latrines séparées pour filles et garçons, raccordées à l'eau potable en cours de construction à Kirundo. Un équipement composé de 150 bancs pupitres, 12 chaises, 6 tables, 2 tables bureau et 2 étagères en cours de fabrication pour cette école.</p>	<p>Taux de réussite à Butega : 65.4 %   La qualité des infrastructures et le suivi par un comité des parents favorisent l'afflué massifs d'élèves de l'école augmentant ainsi les effectifs dans les salles de classe. (Ratio élève/classe : 62 élèves &gt; 50 élèves pour 2009-2010 et 96 élèves pour 2010-2011).</p>
<p><b>Résultat IV.2</b> : Les populations accèdent facilement aux centres de santé</p>	<p>Augmentation du taux de couverture par centre de santé  Réduction de la distance pour accéder aux soins</p>	<p>Autour de 15 km dans les coins éloignés</p>	<p>Manque de financement</p>	
<p><b>Résultat IV.3</b> : Les communautés accèdent facilement à l'eau potable</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduction de la distance pour avoir de l'eau potable</li> <li>- Augmentation du nombre de ménages ayant accès à l'eau potable</li> <li>- Réduction des maladies liées à l'hygiène</li> </ul>	<p>Taux de desserte théorique : 56 %   Nombre de ménages : 109.067   Cholera : 0.4%  Dysenterie : 0.7%  Diarrhée &lt;5ans : 5.66%  malnutrition sévère : 0.3%  Typhus : 2%</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 40 sources construites dans les communes Nyabiraba, Kanyosha, Mutambu et Bugarama</li> <li>- 2 études d'exécution d'AEP d'un linéaire total de 35,401 km produites et soumises aux Bailleurs pour recherche de financement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 948 ménages, 2 écoles primaires (1.162 élèves), 1 Collège communal (650 élèves) et 1 centre de santé (+/-350 visiteurs) ont été approvisionnés en eau potable</li> <li>- Financement acquis pour Oxfam Allemagne pour la 1<sup>ère</sup> étude d'AEP.</li> <li>- Validation de la 2<sup>ème</sup> étude par l'UNICEF et promesses de financement pour 2011.</li> </ul>

AXE V : Promotion de l'équité Genre				
Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Base Line	Réalisations 2010	Produits 2009-2010
<b>Objectif spécifique V : Les paramètres "Genre" sont pris en compte dans les programmes de l'OAP asbl</b>	Le degré d'intégration de la dimension genre dans les programmes de l'OAP asbl	L'intégration du genre n'est pas basée sur des outils d'évaluation		
<b>Résultat V.1 :</b> Tout programme de l'OAP tient compte de la dimension Genre.	Les instruments d'intégration genre dans les programmes sont disponibles	Inexistence des outils d'intégration Genre	Elaboration du Document de Politique Genre	L'OAP dispose d'un document de référence dans ses actions en matière de genre
<b>Résultat V.2 :</b> Les femmes prennent plus d'initiatives dans la lutte contre la pauvreté	60% des femmes formées ont initié des actions d'auto développement	0	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un cycle d'alphabétisation a été organisé et clôturé</li> <li>- 39 alphabétiseurs ont été formés sur le sida</li> <li>- 2 ateliers de formation sur « Justice et Genre » à l'intention des animateurs et d'une association de jeunes</li> </ul>	282 personnes dont 236 femmes ont acquis les connaissances de base en lecture, écriture et calcul. Les alphabétiseurs constituent des agents animateurs auprès des communautés sur le VIH/Sida. Les animateurs ont intégré le genre comme activité transversale d'animation auprès des communautés
<b>Résultat V.3 :</b> Les filles accèdent de plus en plus à l'enseignement supérieur ou professionnel	19 filles et 2 garçons sont promues à l'enseignement supérieur et/ou professionnel	0	Manque de financement	
<b>Résultat V.4 :</b> Les méfaits de la pandémie du VIH/SIDA sont atténués	100 PVVIH ont amélioré leurs conditions de vie  Taux de diminution de la contamination	0  Taux de séroprévalence: 1.43% dont 1.88(H), 0.59(F) Nombre de CDV : 10	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 90 producteurs sensibilisés sur les dangers du VIH/Sida</li> <li>- Sensibilisation des associations de PVVIHs sur l'autopromotion</li> <li>- Formation de 2 membres de l'OAP sur le Lobbying et plaidoyer pour l'intégration du VIH/ Sida</li> </ul>	Les 90 producteurs constituent des agents de sensibilisation de leur entourage sur le sida. 15 membres d'une association de PVVIHs ont reçu un financement et développent des activités génératrices de revenus. Les capacités des points focaux de l'OAP sont renforcées

### AXE VI : Aide humanitaire (Transversale)

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Base Line	Réalisations 2010	Produits 2009-2010
<b>Objectif spécifique VI: Les personnes vulnérables sont assistées et reprennent une vie normale</b>	Les sinistrés sont assistés conformément au plan de contingence			
<b>Résultat VI.1</b> : Les sinistrés sont rapidement secourus.	Respect des principes SPHERE d'intervention dans les 72 heures.	Au moins un mois	Elaboration des outils d'évaluation rapide Finalisation du plan de contingence Soumission de projets d'aide d'urgence aux bailleurs	Un plan de contingence et des outils d'évaluation des situations d'urgence.  Un financement reçu de OXFAM NOVIB pour la réhabilitation des toitures des salles de classes détruites par les pluies dans 11 écoles.

### Axe VII : Appui Institutionnel

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Base Line 2009	Réalisations 2010	Produits 2009-2010
<b>Objectif spécifique VII : Les capacités de l'O.A.P asbl sont renforcées et sa position dans la société civile est visible</b>	Les capacités d'intervention de l'OAP sont renforcées			
<b>Résultat VII.1</b> : L'O.A.P asbl augmente sa participation aux activités des réseaux de la société civile	Nombre de forums et autres manifestations et/ou déclarations auxquels l'OAP a participé	3	Participation aux réunions et manifestations de la société civile et autres; FORSC, OAG, APEs, DAF, PIC, SPPDF, ACCORD, Régulation des marchés publics, Eau et Assainissement	L'OAP est devenue un acteur actif dans différents réseaux de la société civile. L'OAP représente la société civile dans 2 structures étatiques; le Comité de pilotage du fonds IPSTE et le Conseil de l'Autorité Régulation des marchés Publics ARMP.
<b>Résultat VII.2</b> : L'OAP dispose des ressources humaines plus compétentes et financières pour son action.	Participation à des appels d'offre (2) et des travaux de consultance (2)	L'OAP contribue pour 14% au financement du programme	Formation des cadres de l'OAP sur des thèmes spécifiques : SIG, Société civile et transformations sociales, SIDA, Genre..... Activités de fund rising en Belgique avec la campagne de E&F Soumission de dossiers de demande de financement	Ressources humaines renforcées chacun dans son domaine de compétences Création des commissions de travail avec les membres de l'OAP Accords de financement des programmes par Oxfam Novib, 11.11.11, Protos, UNICEF, Oxfam Allemagne



<p><b>Résultat VII.3 :</b> L'OAP renforce des activités d'investissement pour la durabilité de son action</p>	<p>2 activités d'autofinancement sont développées</p>	<p>L'OAP exploite un centre d'accueil</p>	<p>Achat des véhicules Négociation d'un champ d'expérimentation</p> <p>Participation à l'évaluation du Service Allemand pour la Paix</p> <p>Exécution du Contrat relatif au Projet PREIEL</p>	<p>L'exploitation du centre a permis une entrée des recettes dans la caisse de l'organisation 1 camionnette, 1 voiture et une benne achetées renforcent les activités de l'organisation Un champ a été acquis en commune Mugongo</p> <p>L'OAP a fait entrer des fonds dans la caisse suite à l'exécution des travaux de consultance</p>
<p><b>Résultat VII.4 :</b> L'OAP capitalise son action et améliore sa planification</p>	<p>Les données disponibles</p>	<p>Un document de capitalisation</p>	<p>Encadrement de stagiaires d'Universités Démarrage des actions de capitalisation</p>	<p>Un film sur les activités de l'OAP en cours de réalisation</p>

## IV.2. PROGRAMME D'ACTIVITES 2011.

**N.B** : Cette planification a été faite en fonction des réalisations de deux années précédentes. Il s'agit de la dernière année de notre Planification stratégique 2009 – 2011. Des efforts supplémentaires devront être fournis pour pouvoir atteindre les résultats escomptés en 2011.

Le Plan 2011 connaît un déficit budgétaire de 10% et cela dans les domaines sensibles qui n'ont pas pu obtenir des financements. Il s'agit de deux thématiques

**L'Équité genre** : Autonomisation de la femme rurale

**L'Appui Institutionnel** : Investissement pour l'autonomisation de l'Organisation

Les actions de ces deux thématiques ont été programmées dans leur ensemble mais certaines ne se réaliseront que si nous disposons de financement que nous allons continuer à chercher au courant de l'année sous forme de projet

<b>AXE I : GOUVERNANCE LOCALE ET DECENTRALISATION</b>				
<b>Objectif Spécifique I.1: Les capacités des acteurs de la décentralisation et spécifiquement la femme, sont renforcées pour une meilleure gestion du pouvoir</b>				
<b>Résultat I.1.1. : Les élus collinaires organisent des réunions et des échanges intercommunautaires.</b>				
<b>ACTIVITES</b>	<b>INDICATEURS DE RESULTATS IMMEDIATS</b>	<b>SOURCES DE VERIFICATION</b>	<b>QUAND</b>	<b>BUDGET</b>
I.1.1.1 Organiser des échanges avec les élus et les leaders à la base sur la participation communautaire et la redevabilité	3 séances d'échanges et de sensibilisation organisées	Rapports des séances	1 <sup>er</sup> Trimestre	5 600 000
I.1.1.2 Superviser des séances de sensibilisation au niveau collinaire, organisés par les élus animateurs sur la redevabilité, la participation communautaire.	Tous les élus collinaires sont sensibilisés sur l'intérêt de faire participer les leaders des communautés aux rencontres concernant la vie communale	Rapport de formation	1 <sup>er</sup> Semestre	3 000 000
I.1.1.3. Organiser un atelier de formation des leaders communautaires aux méthodes pacifiques de résolution des conflits	87 leaders des communautés (animateurs, membres d'associations) formés influencent les décisions au niveau local	Rapports	2 <sup>ème</sup> Trimestre	4 000 000
I.1.1.4. Provoquer un cadre d'échange culturel entre les élus	Un cadre d'échange culturel est fonctionnel	Rapports des rencontres culturelles	Mai	2 000 000
I.1.1.5. Organiser des activités de lobby auprès des acteurs sur l'implication communautaire dans la planification.	La planification communale tient compte des propositions de la base	Rapports des lobby Documents de planification	1 <sup>er</sup> Semestre	3 000 000
I.1.1.6. Organiser une rencontre interprovinciale entre les élus pour la capitalisation des cadres de dialogue établis	Les cadres de dialogue (économiques, Social, Politique) sont fonctionnels	Rapport de la rencontre	Juin	4 000 000

<b>Résultat I.1. 2 : La femme occupe une place de choix dans les instances de décision</b>				
<b>ACTIVITES</b>	<b>INDICATEURS DE RESULTATS IMMEDIATS</b>	<b>SOURCES DE VERIFICATION</b>	<b>QUAND</b>	<b>BUDGET</b>
I.1.2.1. Organiser une journée de la femme rurale	La femme est sensibilisée sur la nécessité de son renforcement économique et intellectuel et son implication dans les activités politiques	Rapports de la journée Images CD	Septembre	-
<b>Résultat I.1.3 : Les intervenants harmonisent leurs approches dans le sens du respect des principes démocratiques</b>				<b>6 000 000</b>
I.1.3.1 Provoquer une réunion pour mettre sur place un comité de pilotage du cadre d'harmonisation des activités dans la province de Bujumbura	Un Comité de Pilotage est élu et fonctionne	Rapport de la réunion	Février	2 000 000
I.1.3.2. Organiser un atelier d'échanges sur l'autonomisation des régies communales de l'eau et la rédaction des statuts et appuyer leur législation	Les régies communales de l'eau gèrent leurs propres comptes régies communales de l'eau légaux	Rapport de la séance, 3 Régies communales fonctionnent sur des textes	Janvier	4 000 000
<b>Résultat I.1.4 : Les OSCs mobilisent les rapatriés, les personnes déplacées et les ex-combattants pour leur participation à la prise de décisions</b>				<b>2 968 975</b>
I.1.4.1. Organiser des réunions avec les CDCs sur les stratégies de renforcement de la participation des groupes marginalisés	1 réunion organisée par commune Des comités de paix encadrés	Rapports	Janvier Janvier à Mai	2 468 975
I.1.4.2. Identifier les préoccupations contextuelles des groupes marginalisés	1 réunion organisée dans chaque commune	Rapports	Janvier	500 000
<b>Résultat I.1.5 : Des évènements de réconciliation communautaire qui permettent l'interaction de groupes marginalisés et des communautés hôtes sont organisés</b>				<b>1 500 000</b>
I.1.5.1. Organiser un concours de dessin sur la réintégration des groupes marginalisés dans les écoles secondaires de Mutimbuzi et Kanyosha	Les élèves du secondaire sont sensibilisés sur la réintégration des groupes marginalisés	Rapports du concours	Mars	1 500 000
<b>Résultat I.1.6 : Contribuer à la prévention des cycles de violence pour une consolidation de la paix</b>				<b>26. 766.800</b>
<b>I.1.6.1</b> Identifier et sensibiliser les ex-combattants sur les méfaits du conflit armé.(Mutimbuzi, Kabezi)	Rapports des descentes d'identification	Liste des personnes identifiées	Janvier	2.000.000
<b>I.1.6.2</b> Former les ex-combattants sur la résolution pacifique des conflits	Module de Formation	Rapport e formation	Février	10 566.800
<b>I.1.6.3</b> Appuyer l'émergence des associations d'auto développement des ex-combattants (formation en gestion associative, élaboration de micro projets, gestion des micro crédits)	Ateliers de formation organisés	Nbre de crédits attribués Nombre de projet soumis	A Partir de mars	14.200.000

<b>Résultat I.1.7 :Les ex-combattants s'insèrent dans la vie active de protection des sol par les techniques de traçage et entretien des courbes de niveau</b>				<b>61.246.800</b>
<b>ACTIVITES</b>	<b>INDICATEURS DE RESULTATS IMMEDIATS</b>	<b>SOURCES DE VERIFICATION</b>	<b>QUAND</b>	<b>BUDGET</b>
I.1.7.1 Disponibiliser les intrants pour la Lutte Anti Erosive	Intrants disponibles	Facture Bon de commande, Stock	Janvier,	5.680.000
I.1.7.2 Sensibiliser sur l'appropriation des activités de protection de l'environnement (entretien des caniveaux et des dispositifs de LAE)	Séances de sensibilisation	Caniveaux entretenus	Toute la saison de pluie	51.000.000

<b>AXE II : ANIMATION CONSCIENTISANTE</b>				
<b>Objectif spécifique I 1 : Les communautés sont conscientes de leurs conditions de vie et se mobilisent pour s'auto promouvoir</b>				<b>11. 600 000</b>
<b>Résultat II.1.1 : Les communautés imprégnées des valeurs d'autopromotion s'impliquent progressivement au processus de développement local durable</b>				<b>15 600 000</b>
<b>ACTIVITES</b>	<b>INDICATEURS DE RESULTATS IMMEDIATS</b>	<b>SOURCES DE VERIFICATION</b>	<b>QUAND</b>	<b>BUDGET</b>
II.1.1.1. Organiser des descentes d'animation et de renforcement des associations solides (animateurs volontaires sur appui et supervision de l'équipe OAP).	41 associations sont solides	Rapports d'animation et de suivi	Toute l'année	3 500 000
II.1.1.2. Appuyer la structuration des réseaux de producteurs	2 réseaux de producteurs (Pomme de terre, cultures maraîchères) acquièrent un statut légal	Textes d'agrément	1 <sup>er</sup> Semestre	900 000
II.1.1.3. Organiser des réunions de sensibilisation sur l'hygiène et l'assainissement et de mise en place des comités d'hygiène dans les écoles construites par l'OAP	Des comités d'hygiène et d'assainissement sont mis en place et fonctionnent dans 50% des écoles construites	Rapports des réunions de sensibilisation et de suivi	Toute l'année	3 500 000
II.1.1.4. Organiser des réunions de sensibilisation sur l'appropriation des infrastructures sociales (EP de Kirundo, EP de Cishinzo, EP de Rutambiro, 2 AEP)	Des comités de gestion fonctionnels dans 40 % des infrastructures (opérationnels)	Rapports des réunions de sensibilisation et de suivi	Toute l'année	3 700 000

<b>AXE III : SECURITE ECONOMIQUE</b>				
<b>Objectif spécifique III.1 : La situation économique des ménages est améliorée grâce à l'augmentation des revenus</b>				<b>99 530 000</b>
<b>Résultat III.1.1 : Les producteurs adoptent des techniques agricoles améliorées.</b>				<b>24 000 000</b>
<b>ACTIVITES</b>	<b>INDICATEURS DE RESULTATS IMMEDIATS</b>	<b>SOURCES DE VERIFICATION</b>	<b>QUAND</b>	<b>BUDGET</b>
III.1.1.1. Organiser des descentes de suivi accompagnement des associations et producteurs individuels	41 associations et 33 producteurs accompagnés	Rapports de suivi	1 <sup>er</sup> Semestre	3 000 000
III.1.1.2. Organiser 1 visite interprovinciale d'échanges et de renforcement des capacités entre les producteurs	Une visite effectuée en province de Gitega	Rapports de la visite	Mars	6 000 000
III.1.1.3. Organiser un voyage d'échanges sous-régional sur les pratiques agricoles et la transformation des produits	Un voyage effectué dans un pays de la sous région	Rapport du voyage	Avril	15 000 000
<b>Résultat III.1.2 : Les producteurs accèdent aux moyens de production.</b>				<b>9 500 000</b>
III.1.2.1. Appuyer la construction d'1 hangar de stockage des productions	1 hangar de stockage construit et fonctionnel en commune Mugongomanga	Rapport de construction Rapport des réalisations	2 <sup>ème</sup> Trimestre	8 500 000
III.1.2.2. Octroyer des crédits aux promoteurs de projets	Les promoteurs de projets sont financés	Conventions de crédit	Au fur et à mesure des demandes	30 000 000
III.1.2.3. Mettre en place un cadre d'échange et de concertation sur l'exécution de l'approche crédit	Les différents acteurs amorcent les échanges sur la méthodologie d'octroi des crédits	P.V. de mise en place du cadre de concertation Rapports des séances d'échanges	Février	1 000 000
<b>Résultat III.1.3 : Les producteurs appliquent progressivement les pratiques conservatoires des sols</b>				<b>13 030 000</b>
III.1.3.1. Appuyer les initiatives de mise en application des pratiques conservatoires des sols (plants agroforesteries, forestiers et fruitiers, herbes fixatrices)	100.000 plants forestiers et agroforestiers produits pour la protection des sols	Rapports de suivi accompagnement	1 <sup>er</sup> Semestre	8 500 000
	150.000 plants fruitiers mis à disposition des producteurs pour la protection des sols et la production des fruits			
	94.920 éclats de souche (Setaria et/ou Tripsacum) mis à disposition pour la protection des sols (sur les courbes de niveau)			
III.1.3.2. Organiser 1 atelier de formation évaluation des paysans et associations modèles sur les techniques conservatoires des sols	Les 35 producteurs s'auto évaluent et s'apprentent à la pérennisation des expériences acquises.	Rapport de l'atelier et de suivi	Mai	2 250 000
III.1.3.3. Organiser des (12) descentes de suivi-évaluation	Les 35 producteurs mettent en œuvre les recommandations formulées lors des passages de suivi accompagnement	Rapport de suivi	Toute l'année	2 280 000

<b>Résultat III.1.4 : Les producteurs écoulent facilement les produits à des prix rémunérateurs.</b>				<b>48 000 000</b>
<b>ACTIVITES</b>	<b>INDICATEURS DE RESULTATS IMMEDIATS</b>	<b>SOURCES DE VERIFICATION</b>	<b>QUAND</b>	<b>BUDGET</b>
III.1.4.1. Appuyer les actions de redynamisation de la Centrale d'Écoulement d'Approvisionnement	Des réunions du comité exécutif de la CEA sont organisées	Rapports de formation et de suivi	1 <sup>er</sup> Semestre	1 000 000
III.1.4.2. Effectuer des contacts de prospection du marché des emballages.	Contacts effectués en Ouganda, au Burundi ,Congo	Rapport des contacts	Janvier	2 000 000
III.1.4.3. Appuyer la mise en place d'1 unité de transformation des produits	Une unité de production de l'huile de palme et du savon est mise en place à Butega	Convention de financement Unité fonctionnelle	2 <sup>ème</sup> Trimestre	22 000 000
III.1.4.4. Organiser une foire provinciale	Les produits de Bujumbura rural sont connus du public	Rapports de la foire	Février	23 000 000

<b>AXE IV : ACCES AUX SERVICE SOCIAUX DE BASE</b>				
<b>Objectif spécifique IV.1 : L'accès des communautés aux services sociaux de base de qualité est amélioré</b>				<b>536 850 000</b>
<b>Résultat IV.1.1 : Les élèves qui fréquentent les écoles construites par l'OAP réussissent mieux.</b>				<b>234 307 163</b>
<b>ACTIVITES</b>	<b>INDICATEURS DE RESULTATS IMMEDIATS</b>	<b>SOURCES DE VERIFICATION</b>	<b>QUAND</b>	<b>BUDGET</b>
IV.1.1.1. Achever la construction de l'EP Kirundo et Construire écoles : Rutambiro, Cishinzo	3 écoles remises aux bénéficiaires	Attestation de réception de l'école	1er Trimestre et 1 <sup>er</sup> Semestre	
IV.1.1.2. Equiper trois écoles : Kirundo, Cishinzo et Rutambiro,	2 équipements mobiliers (composés chacun de 150 bancs pupitres, 6 tables du Maître, 2 tables bureaux, 12 chaises, et 2 étagères) remis aux bénéficiaires	Attestations de réception (procès verbaux de remise)	1 <sup>er</sup> Semestre	18 000 000
<b>Résultat IV.1.2: Les communautés accèdent facilement à l'eau potable</b>				<b>224 850 000</b>
IV.1.2.1. Réaliser/réhabiliter et étendre les Adductions d'Eau Potable	- 2 AEP d'un linéaire total de 35,401 km sont construites - 9.318 personnes et 13 infrastructures publiques sont desservies à moins de 500 mètres de rayon	Attestations de réception (procès verbaux de remise)	1er semestre	211 199 483



<b>AXE V : PROMOTION EQUITE GENRE</b>				
<b>Objectif spécifique V.1 : Les paramètres "Genre" sont pris en compte dans les programmes de l'OAP asbl</b>				<b>68 600 000</b>
<b>Résultat V.1.1 : Les femmes prennent plus d'initiatives dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités genre.</b>				<b>68 600 800 dont 30 600 000 disponible</b>
<b>ACTIVITES</b>	<b>INDICATEURS DE RESULTATS IMMEDIATS</b>	<b>SOURCES DE VERIFICATION</b>	<b>QUAND</b>	<b>BUDGET</b>
V.1.1.1. Organiser le cycle d'alphabétisation 2011 ; - Acheter le matériel - Accompagner les alphabétiseurs - Donner les tests d'évaluation des alphabétisants	Un cycle d'alphabétisation et suivi et clôturé par la remise de certificats Des descentes de suivi sont organisées	Rapports de suivi PV de remise des certificats	1 <sup>er</sup> Semestre	35 000 000
V.1.1.2. Organiser des réunions d'échanges et de sensibilisation des groupements des néo-alphabètes sur l'autopromotion	Les néo-alphabètes développent des initiatives d'auto - promotion	Rapports des échanges	1 <sup>er</sup> Semestre	3 800 000
V.1.1.3 Redynamiser les centres de lecture	Les centres sont opérationnels	Rapport des alphabétiseurs	1 <sup>er</sup> Trimestre	2 000 000
<b>Résultat V.1.2 : Les filles accèdent de plus en plus à l'enseignement supérieur ou professionnel</b>				<b>2 000 000</b>
V.1.2.1. Etablir des critères d'appui à la scolarisation de la fille	Des filles sont sélectionnées selon des critères définis	Document sur les critères de sélection des filles à scolariser PV de sélection des filles	1 <sup>er</sup> trimestre	500 000
V.1.2.2. Orienter les jeunes filles vers des centres de formation professionnelle	5 filles inscrites dans les centres professionnels	Rapports d'inscription	3 <sup>ème</sup> trimestre	1 500 000
<b>Résultat V.1.3 : Les méfaits de la pandémie du VIH/SIDA sont atténués</b>				<b>25 800 000</b>
V.1.3.1. Visualiser la série des sketches produite par l'OAP sur le VIH/SIDA	1560 personnes essentiellement la jeunesse sont sensibilisées sur le sida Le personnel de l'OAP et leurs ayants droits sont sensibilisés sur le sida	Rapports	Toute l'année	15 800 000
V.1.3.2. Octroyer des crédits aux associations de PVVIHs	Nombre de crédits octroyés	Dossiers de crédit	Toute l'année	10 000 000

<b>AXE VI : AIDE HUMANITAIRE</b>				
<b>Objectif spécifique VI.1: Les personnes vulnérables sont assistées et reprennent une vie normale</b>				<b>64 852 000</b>
<b>Résultat VI.1.1 : Les sinistrés sont rapidement secourus.</b>				
<b>ACTIVITES</b>	<b>INDICATEURS DE RESULTATS IMMEDIATS</b>	<b>SOURCES DE VERIFICATION</b>	<b>QUAND</b>	<b>BUDGET</b>
VI.1.1.1 Participer dans des réunions avec les autres partenaires humanitaires et présenter les résultats d'évaluation des besoins	Nombre de réunions (fonction des besoins)	Rapports de participation	Toute l'année	3 800 000
VI.1.1.2. Elaborer des projets à soumettre aux bailleurs	Nombre de projets présentés aux bailleurs (en fonction des catastrophes)	Documents de projets	En cas de besoin	1 000 000
VI.1.1.3. Exécuter les actions humanitaires	Actions exécutées			60 052 000

<b>AXE VII : RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES</b>				
<b>Objectif spécifique VII.1: Appui Institutionnel</b>				<b>271 287 864</b>
<b>Résultat VII.1.1 : L'O.A.P asbl augmente sa participation aux activités des réseaux de la société civile</b>				<b>18 800 000</b>
<b>ACTIVITES</b>	<b>INDICATEURS DE RESULTATS IMMEDIATS</b>	<b>SOURCES DE VERIFICATION</b>	<b>QUAND</b>	<b>BUDGET</b>
VII.1.1.1. Participer de façon active dans les initiatives de la société civile et dans leurs organes dirigeants	Nombre de forums et autres manifestations de la société civile	Rapports	Toute l'année	6 800 000
VII.1.1.2. Organiser un atelier d'échanges sous-régional sur la bonne gouvernance et la décentralisation	L'OAP capitalise son action	Rapport de l'atelier	Août	12 000 000
<b>Résultat VII.1.2 : L'OAP dispose des ressources humaines plus compétentes et financières pour son action.</b>				<b>44 536 000</b>
VII.1.2.1. Mobiliser les fonds grâce aux activités de funds rising et autres	Nombre de bailleurs qui adhèrent au programme	Accords de financement	Toute l'année	1 000 000
VII.1.2.2. Organiser des stages de renforcement des capacités du personnel et des membres de l'OAP (travail sur site web, Marketing, Lobby politique, autres domaines pertinents)	Toute l'équipe formée sur le web 2 membres de l'équipe formés sur des domaines pertinents sectoriels 3 membres du Comité exécutif formés sur le lobby politique, la mobilisation des fonds etc.	Rapports des formations	Toute l'année	30 000 000
VII.1.2.3. Installer et opérationnaliser un site web propre à l'OAP	Les informations sur les activités de l'OAP sont diffusées	Site fonctionnel	Janvier	3 000 000
VII.1.2.4. Recruter une unité chargée de la communication	La communication est améliorée dans l'organisation	Unité engagée	1 <sup>er</sup> Semestre	9 536 000
VII.1.2.5. Rendre fonctionnelles les commissions thématiques	Les commissions tiennent des réunions régulières	PV des réunions	Toute l'année	1 000 000
<b>Résultat VII.1.3 : L'OAP renforce des activités d'investissement pour la durabilité de son action</b>				<b>108 820 000</b>
VII.1.3.1. L'OAP s'investit de chercher les marchés d'études, Evaluation, appels d'offres	Nombre des marchés gagnés et exécutés	Dossiers d'offre et contrats d'exécution	Toute l'année	1 500 000
VII.1.3.2. Mettre en valeur un champ de démonstration agricole	Champ mis en exploitation	Activités agro-pastorales visibles	1 <sup>er</sup> Semestre	85 320 000
VII.1.3.3. Acheter un terrain pour installation d'un centre de transformation des produits	Terrain acquis	Document de propriété	2 <sup>ème</sup> Semestre	22 000 000
<b>Résultat VII.1.4 : L'OAP capitalise son action et améliore sa planification</b>				<b>99 131 864</b>
VII.1.4.1. Achever l'étude pour l'Etablissement de baseline	L'OAP dispose de données de référence pour évaluation de son action	Document de Baseline	1 <sup>er</sup> Trimestre	2 000 000
VII.1.4.2. Produire un document de capitalisation des acquis sur les activités d'encadrement des producteurs (Programme E&F)		Document finalisé	1 <sup>er</sup> Semestre	3 600 000

VII.1.4.3. Organiser une journée de capitalisation de l'OAP (Film documentaire, exposition, conférence de presse, spots publicitaires)	Film documentaire produit et visualisé, spots publicitaires Réalizations de l'OAP exposées au public	Documents des réalisations C.D.	Février	30 000 000
VII.1.4.4. Exécuter le projet PREIEL				63 531 864

### VI.3.BUDGET Année 2011 Taux : 1 euros =1600 FBU

ACTIVITES/RUBRIQUE BUDGETAIRES	O.A.P	NOVIB	11.11.11	PREIEL	OXFAM Allemagne	ENTRAIDE ET FRATERNITE	IRC	TOTAL	A Chercher
<b>ACTIVITES</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	
Gouvernance Locale	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Objectif Spécifique 1 : Les capacités des acteurs de la décentralisation et spécifiquement la femme, sont renforcées pour une meilleure gestion du pouvoir</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	
Les élus collinaires organisent des réunions et de échanges intercommunautaires	600 000	-	21 000 000	0	0	-	-	21 600 000	
Les intervenants harmonisent leurs approches dans le sens du respect des principes démocratiques.	0	0	2 000 000	0	4 000 000	-	-	6 000 000	
Les OSCs mobilisent les rapatriés, les personnes déplacées et les ex-combattants pour leur participation à la prise de décisions	0	0	-	0	0	-	2 968 975	2 968 975	
Des évènements de reconciliation communautaire qui permettent l'interaction de groupes marginalisés et des communautés hôtes sont organisés	0	0	-	0	0	-	1 500 000	1 500 000	
Contribuer à la prévention des cycles de violence	0	26 766 800	-	0	0	-	-	26 766 800	
Contribuer à la protection de l'environnement et à la réduction des effets néfastes des inondations	0	69 246 800	-	0	0	-	-	69 246 800	
<b>TOTAL RESULTAT 1</b>	<b>600 000</b>	<b>96 013 600</b>	<b>23 000 000</b>	<b>0</b>	<b>4 000 000</b>	<b>-</b>	<b>4 468 975</b>	<b>128 082 575</b>	<b>-</b>

Animation Conscientisante									
Les communautés imprégnées des valeurs d'autopromotion s'impliquent progressivement au processus de développement local durable.	1 900 000	6 700 000	-	-	3 000 000	-	-	11 600 000	
<b>TOTAL RESULTAT 2</b>	<b>1 900 000</b>	<b>6 700 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 000 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>11 600 000</b>	
Sécurité Economique									
Objectif spécifique 3 : La situation économique des ménages est améliorée grâce à l'augmentation des revenus									
Les producteurs adoptent des techniques agricoles améliorées.	-	0	0	-	0	24 000 000	-	24 000 000	
Les producteurs accèdent aux moyens de production	20 000 000	10 000 000	0	0	0	9 500 000	-	39 500 000	
Les producteurs appliquent progressivement les pratiques conservatoires des sols	0	0	0	0	0	13 030 000	-	13 030 000	
Les producteurs écoulent facilement les produits à des prix rémunérateurs	0	0	0	-	0	48 000 000	-	48 000 000	
<b>TOTAL RESULTAT 3</b>	<b>20 000 000</b>	<b>10 000 000</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>94 530 000</b>	<b>-</b>	<b>124 530 000</b>	<b>-</b>
Accès aux services sociaux de base									
Objectif spécifique 4 : L'accès des communautés aux services sociaux de base de qualité est amélioré.									
Les élèves qui fréquentent les écoles construites par l'OAP réussissent mieux.	-	99 500 000	-	-	134 807 163	-	-	234 307 163	
Les communautés accèdent facilement à l'eau potable.	-	-	0	0	89 359 483	21 840 000	-	211 199 483	
<b>TOTAL RESULTAT 4</b>	<b>0</b>	<b>99 500 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>324 166 646</b>	<b>21 840 000</b>	<b>-</b>	<b>445 506 646</b>	<b>-</b>



<b>Promotion de l'équité Genre</b>									
Les femmes prennent plus d'initiatives dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités genre.	1 000 000	14 800 000						15 800 000	
									20 200 000
Les filles accèdent de plus en plus à l'enseignement supérieur ou professionnel	-	2 000 000	0	0	-	-	-	2 000 000	
Les méfaits de la pandémie du VIH/SIDA sont atténués	10 000 000	2 800 000	0	0	-	-	-	12 800 000	
									13 000 000
<b>TOTAL RESULTAT 5</b>	<b>11 000 000</b>	<b>19 600 000</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>30 600 000</b>	<b>33 200 000</b>
<b>Aide humanitaire</b>									
<b>Objectif spécifique 6 : Les personnes vulnérables sont assistées et reprennent une vie normale.</b>									
Les sinistrés sont rapidement secourus	4 500 000	55 552 000	0	-	0	-	-	60 052 000	
<b>TOTAL RESULTAT 6</b>	<b>4 500 000</b>	<b>55 552 000</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>60 052 000</b>	<b>-</b>
<b>APPUI INSTITUTIONNEL</b>									
<b>Objectif spécifique 7 : Appui Institutionnel</b>									
L'O.A.P asbl augmente sa participation aux activités des réseaux de la société civile.	-	-	3 110 000	-	0	-	-	3 110 000	
									15 690 000
L'O.A.P asbl dispose des ressources humaines plus compétentes et financières pour son action.	7 000 000	7 085 000	15 888 000	-	0	1 000 000	-	30 973 000	
									12 675 000
L'O.A.P asbl renforce des activités d'investissement pour la durabilité de son action.	1 500 000	-	0	-	0	-	-	1 500 000	
L'O.A.P asbl capitalise son action et améliore sa planification	5 000 000	11 600 000	4 000 000	63 531 864	0	12 600 000	-	96 731 864	
<b>TOTAL RESULTAT 7</b>	<b>13 500 000</b>	<b>18 685 000</b>	<b>22 998 000</b>	<b>63 531 864</b>	<b>0</b>	<b>13 600 000</b>	<b>-</b>	<b>132 314 864</b>	<b>28 365 000</b>

<b>TOTAL A: ACTIVITES</b>	51 500 000	306 050 600	45 998 000	63 531 864	331 166 646	129 970 000	4 468 975	932 686 085	61 565 000
<b>FONCTIONNEMENT</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>TOTAL B: FONCTIONNEMENT</b>	26 090 000	46 119 000	22 290 000	47 783 136	19 209 356	49 532 340	8 237 683	219 261 515	
<b>TOTAL GENERAL (A+B)</b>	77 590 000	352 169 600	68 288 000	111 315 000	350 376 002	179 502 340	12 706 658	1 151 947 600	61 565 000
<b>En pourcentage</b>	7	31	6	10	30	16	1	100	

